

DEPARTEMENT DE LA SOMME

CONSEIL GENERAL

ARCHIVES DEPARTEMENTALES

**ARCHIVES DU TRIBUNAL DE COMMERCE
DE
SAINT-VALERY-SUR-SOMME**

(6 U 3)

Répertoire numérique détaillé

par

Stéphane CREPIN, agent administratif,
Cécile DEGUEHEGNY, agent de médiation culturelle,
Charline DESCAMPS, agent administratif qualifié,
Bruno PARQUET, adjoint administratif,

sous le contrôle de

Florence CHARPENTIER, attachée de conservation du patrimoine,

et sous la direction de

Marie-Françoise LIMON-BONNET, directrice,
Isabelle CHAVE, directrice adjointe

Amiens, 2002



Tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme, *carte postale début XXe siècle* (détail).

Dates extrêmes : **an II-1987**

Importance matérielle : **24 ml**

Producteur : **Tribunal de commerce de Saint-Valéry-sur-Somme**

Sources complémentaires dans le service d'archives : **1390 W - Archives du tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme (1927-1999)**

INTRODUCTION

L'implantation du tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme

Succédant aux tribunaux consulaires de l'Ancien régime, institués par la loi des 16-24 août 1790, les tribunaux de commerce sont organisés par le décret du 6 octobre 1809. Ils sont établis dans les villes où l'administration départementale en demande la création : leur nombre s'est accru constamment au cours des XIX^e et XX^e siècles. Chargés de régler les conflits commerciaux, ces tribunaux ont généralement pour ressort l'arrondissement. Les 191 tribunaux de commerce actuels (36 ont été supprimés en 1999) ont survécu à la période révolutionnaire, compte-tenu sans doute de leur caractéristique principale : l'élection des juges qui les composent. Ceux-ci, appelés aussi juges consulaires, sont en effet élus parmi les chefs d'entreprises inscrits au registre des métiers ou immatriculés au registre du commerce et des sociétés, les représentants des établissements publics à caractère industriel ou commercial, et les cadres des entreprises exerçant des fonctions de direction commerciale, technique ou administrative.

Leur existence étant liée à la présence d'une activité commerciale suffisante en un lieu donné, ces juridictions ne sont pas réparties sur tout le territoire. Ainsi, le choix de Saint-Valery-sur-Somme n'est-il pas le fruit du hasard. Au début du XIV^e siècle, Saint-Valery est l'un des ports les plus actifs de la Manche, non seulement pour le commerce avec les pays étrangers, mais aussi pour la pêche qui se pratique alors sur une très grande échelle. Après une longue période d'instabilité politique et militaire, l'activité du port redevient florissante au début du XVI^e siècle. Saint-Valery connaît alors une ère de grande prospérité : les esprits se tournent vers la navigation et les entreprises lointaines. Nombreux sont ainsi les navires marchands qui fréquentent le port. À la fin du XVIII^e siècle, les arrêts du Conseil du roi désignent Saint-Valery pour l'importation de tissus venant d'Espagne, d'Angleterre et de

Hollande. Les chantiers de construction sont en pleine activité. L'essor de Saint-Valery est prodigieux, les marchandises sont nombreuses et très diverses. Saint-Valery est le seul port entre Dunkerque et Le Havre à offrir une pénétration profonde à l'intérieur des terres. Pourtant, Saint-Valery est progressivement conduit à une mort lente : l'ensablement bloque l'accès au port et condamne le trafic maritime.

Le fonds d'archives du tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme

Le fonds d'archives du tribunal est entré par versement aux Archives départementales de la Somme en janvier 2000¹. Conservé de manière très cohérente, ce fonds constitue un ensemble riche d'environ 506 unités documentaires, soit 25 mètres linéaires d'archives, et qui devrait ouvrir bien des pistes nouvelles aux chercheurs. Les documents les plus anciens datent de la création du tribunal : minutes de décisions de la juridiction de 1792, registre des délibérations remontant à l'an XIII, répertoire des actes de greffe depuis l'an VII, ordonnances juridictionnelles à partir de l'an X. Les juridictions commerciales sont traditionnellement conservées dans la sous-série 6 U. Nous avons voulu marquer l'unité de ce fonds en le dotant d'un identifiant propre, à savoir la sous-série 6U3². Même si l'on a choisi de ne pas rompre les séries organiques en 1940, il conviendra, pour avoir une vision globale des archives laissées par le tribunal de commerce de terre et de mer de Saint-Valery, de compléter la lecture de cet instrument de recherche par celle du bordereau de versement 1390 W, qui comprend toutes les archives produites par le tribunal après 1940.

Dans le domaine de l'histoire économique, l'historien peut mettre à contribution le dépôt des actes de sociétés (6U3_30/1 à 6U3_30/192) réalisé dans le greffe du tribunal. Ces actes donnent des éléments indispensables à l'analyse du statut juridique des entreprises, de la constitution de leur capital ou de la composition de leurs instances dirigeantes. La conjoncture économique peut être étudiée de

¹ En janvier 2000, cette juridiction, en fonctionnement depuis le 1^{er} mai 1792, fut rattachée au tribunal de commerce d'Abbeville. L'auteur du versement est M. Loïc Bernard, alors greffier du tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme.

² La sous-série 6 U 1 est consacrée au fonds d'archives du tribunal de commerce d'Abbeville. La cote 6 U 2 est, quant à elle, attribuée au fonds d'archives du tribunal de commerce d'Amiens. Dans la mesure où il est impossible de scinder matériellement un registre, il convient de signaler que le fonds 6 U 3 contient des documents postérieurs à 1939.

manière détaillée - types d'entreprises, secteurs d'activités- par le suivi des constitutions, modifications et dissolutions des sociétés. L'exploitation des dossiers de faillites et liquidations judiciaires (6U3_32 à 6U3_494) (dépôts de bilan, inventaires de biens, rapports des syndics...), essentiels dans le fonds du tribunal de commerce, permet d'appréhender non pas seulement des procédures judiciaires mais aussi des faits sociaux.

Le fonds du tribunal de commerce permet aussi d'aborder de manière concrète les relations marchandes et leur développement dans la vie quotidienne à travers les nombreux différents portés devant le juge et concernant les achats de marchandises non payés. Acte d'instruction judiciaire, le rapport d'expert (6U3_499) constitue également une source documentaire importante. Le rapport d'expert est destiné à éclaircir le juge, les informations contenues sont donc très techniques. Il est rédigé par des spécialistes, représentants qualifiés des professions concernées par le litige. À titre d'exemple, une contestation sur tel travail d'artisan donne lieu à une description complète du produit livré, des malfaçons éventuelles et des outils utilisés. Les innovations techniques des fabricants, quant ils souhaiteraient en revendiquer la propriété, sont par ailleurs déposées au greffe du tribunal : il s'agit de dessins et modèles (6U3_29) conservés sous la forme de registre de dépôt. Ces documents sont indispensables à l'étude des perfectionnements techniques réalisés dans l'activité ordinaire des entreprises. Quant aux marques de fabriques (6U3_29), elles sont déposées au greffe du tribunal de commerce par les fabricants ou commerçants pour assurer l'identification de leurs produits : leur intérêt est important pour l'analyse des premières formes de publicité, comme pour celle de la diffusion des produits nouveaux. On trouvera également des informations sur les techniques maritimes dans les procès-verbaux de visites de navires (6U3_502) constatant l'état des bateaux et l'exécution des réparations avant le départ en mer. Les rapports de mer (6U3_500), dans lesquels les capitaines des navires relatent toutes les circonstances de la navigation, constituent également une source documentaire appréciable.

CONDITIONS DE COMMUNICATION DU FONDS

Le code du patrimoine prévoit que les documents judiciaires sont librement communicables à l'expiration d'un délai de soixante-quinze ans³. Les conclusions des jugements rendus par les juridictions sont, elles, librement communicables, quelles que soient leurs dates.

³ En 2012, les dossiers suivants ne sont pas encore librement communicables : 6U3_22/63 à 6U3_22/70, 6U3_30/188 à 6U3_30/192, 6U3_331, 6U3_385, 6U3_400 à 6U3_404, 6U3_411 à 6U3_413, 6U3_428-431, 6U3_446 à 6U3_449, 6U3_458 à 6U3_464 et 6U3_467 à 6U3_494.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Orientation bibliographique

ÉTUDES LOCALES ET RÉPERTOIRES D'ARCHIVES

ESTIER (Robert), « Les faillites, instrument d'histoire économique : l'exemple de la région roannaise dans le deuxième quart du XIX^e siècle », *Bulletin du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, 1973, n°4, p. 17-59.

FARCY (Jean-Claude), *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires, 1800-1958*, Paris, C.N.R.S, 1992, 1175 p.

GAUDEFROY (Léon), *Histoire du tribunal de commerce de terre et de mer de Saint-Valery-sur-Somme*, 1953, 60 p.

HOURIEZ (Elisabeth), « Les fonds judiciaires depuis 1800 dans le cadre de classement de la série U », *Gazette des Archives*, 1974, n°87, p. 239-249.

LE CLECH (Sylvie), dir., *Répertoire numérique de la série U des Archives de l'Essonne, Justice, 1800-1940*, Archives de l'Essonne, 1998, 230 p.

PLAYOUST (Pierre-Yves), dir., *Répertoire numérique de la série U des Archives départementales des Hautes-Alpes, Justice (1800-1940)*, Gap, 1999, 149 p.

STAES (Jacques), *Répertoire numérique de la série U des Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, Justice (1800-1940)*, Pau, 1984, 500 p.

SUAU (Bernadette), *Répertoire numérique détaillé de la série U des Archives départementales des Landes, Justice (1800-1940)*, Mont-de-Marsan, 1992, 165 p.

Tribunal de commerce, *Liste générale des commerçants patentables des cantons de Saint-Valery et d'Ault*, Amiens, Duval, s.d., 15 p.

OUVRAGES HISTORIQUES DE PORTÉE GÉNÉRALE

ITHURBIDE (René), *Histoire critique des tribunaux de commerce*, Paris, L.G.D.J., 1970, 191 p.

« La réforme des tribunaux de commerce », *Regards sur l'actualité*, n°256, Paris, La Documentation Française, 1999.

LE BOUEDEC, « Le cabotage sur la façade atlantique au XVIII^e siècle », *La circulation des marchandises dans la France de l'Ancien Régime*, 1998, p. 53-83.

MARIAGE (Henri), *Évolution historique de la législation commerciale, 1673-1949*, Paris, A. Pedone, 1952, 200 p.

MARTIN (Jean-Clément), « Le commerçant, la faillite et l'historien », *Annales E.S.C.*, novembre-décembre 1980, p. 1251-1268.

PETRE-GRENOUILLEAU (Olivier), *Les négocees maritimes français, XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 1997, 255 p.

PIAZZA (Paul), *Étude historique et critique sur l'organisation et le fonctionnement des tribunaux de commerce en France*, Paris, Rousseau, 1918, VII-496 p.

SZRAMKIEWICK (Romuald), *Histoire du droit des affaires*, Paris, Montchrestien, 1989, 343 p.

VINCENT (Paul), *La justice et ses institutions*, Paris, Dalloz, 1991, 767 p.

MANUELS ET DICTIONNAIRES

BOYER (Laurent), ROLAND (Henri), *Dictionnaire des expressions juridiques*, Lyon, L'Hermes, 1993, 438 p.

DALLOZ, *Jurisprudence générale, recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale, criminelle administrative et de droit civil*, Paris, Jurisprudence générale du royaume, 1845-1914, 77 vol., tables de 1845 à 1921.

DALLOZ, *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit civil, commercial, criminel, administratif, du droit des gens et de droit public*, Paris, Jurisprudence générale, 1846-1870.

DALLOZ, GRIOLET, *Dictionnaire pratique de droit*, Paris, Jurisprudence générale, 1903, 2 vol.

Dictionnaire universel, théorique et pratique du commerce et de la navigation, Paris, Guillaumin, 1873, 2 vol.

Le praticien des juges et consuls, ou traité de commerce de terre et de mer, Paris, Saugrain Père, 1742, LVI, 724 p.

LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, Paris, Picard, 1889-1899.

MARTIN et MAUS, *Propriété commerciale, traité théorique des baux commerciaux et industriels, textes législatifs et formulaire*, Paris, Dalloz, 1928, 228 p.

PRIVAT (Édouard), *Les tribunaux de commerce en France, guide du magistrat consulaire*, Toulouse, Privat, 1933, XII-335 p.

RIVAL (Albert), *Manuel des greffiers des tribunaux de commerce*, Elbeuf, Éditions administratives Allain, 1935, 232 p.

TRUCHE (Pierre), *Justice et institutions judiciaires, les notices*, Paris, La Documentation Française, 2001, 167 p.

VINCENT (Paul), *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz, 1985, 471 p.

Sources d'archives

ARCHIVES NATIONALES

SOUS-SERIE BB⁷

- BB⁷ 1 à 87 Élections des juges consulaires (1791-1870) ; organisation des tribunaux de commerce (an VIII-1814) ; nominations de greffiers et d'huissiers des tribunaux de commerce (an IX-1814)
- BB⁷ 88 Greffiers des tribunaux de commerce : démissions, révocations, discipline, nominations ; suppressions de tribunaux de commerce. 1840-1860.
- BB⁷ 89 à 125 Nominations de greffiers et d'huissiers des tribunaux de commerce. 1810-1887
- BB⁷ 127¹ à 139⁴ Correspondances relatives aux tribunaux de commerce : organisation des tribunaux de commerce, élections consulaires, nominations et démissions de greffiers et d'huissiers, code de commerce (1791-1843) ; serments des membres des tribunaux de commerce (1815) ; créations ou suppressions de tribunaux de commerce (1826-1912)
- BB⁷ 139⁵ à 139⁸ Registres du personnel des tribunaux de commerce. 1825-1870
- BB⁷ 140 à 170 Dossiers de remplacements des greffiers des tribunaux de commerce. 1895-1925

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE LA SOMME

SERIE L

- L 503 Tribunaux de commerce, 1790 - an V
- L 988 Tribunaux de commerce, généralités, an IV - an VI
Tribunal de Saint-Valery-sur-Somme, 1791 - an IV
- L 3003 Travaux publics, tribunaux de commerce, an IV - an VIII

SERIE KZ

- KZ 1402 Saint-Valery-sur-Somme : élections au tribunal de commerce, 1921.

SERIE W

- 1390 W Tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme, 1927 - 1999

SERIE FI

- 8 FI 1971 Vue du tribunal de commerce et du quai Clavet, [vers 1900]

ARCHIVES DU DIOCESE D'AMIENS

DA 817 - 818 Saint-Valery-sur-Somme : histoire, commerce maritime, [XIXe - XXe].

PLAN DE CLASSEMENT DU FONDS 6 U 3

ADMINISTRATION DU TRIBUNAL (6 U 3_1 à 6 U 3_20)

- 1 - 6 Élection des juges consulaires
- 7 - 9 Registres des délibérations
- 10 - 11 Rôles des affaires portées devant le tribunal
- 12 - 14 Répertoire des actes soumis à l'administration fiscale de l'enregistrement
- 15 - 17 Comptabilité
- 18 Affaire Houdant-Wingfield
- 19 Correspondance administrative
- 20 Récolement du mobilier et listes du personnel

JUGEMENTS (6 U 3_21 à 6 U 3_25)

- 21 Minutes des décisions de la juridiction, feuilles d'audiences, rapports
- 22 Dossiers d'audiences
- 23 Assignations à comparaître
- 24 Plumitifs et mémoire d'audiences
- 25 Copies de jugements

ORDONNANCES (6 U 3_26 à 6 U 3_28)

- 26-27 Ordonnances juridictionnelles et procès-verbaux
- 28 Ordonnances d'injonction de payer

METIERS ET COMMERCE (6 U 3_29 à 6 U 3_498)

- 29 Dépôt des marques de fabrique
- 30 Constitution et modification des sociétés
- 31-498 Liquidations judiciaires et faillites d'entreprises privées
 - 31 Répertoire des actes de liquidation judiciaire et de faillite
 - 32-494 Dossiers par sociétés
 - 495-496 Archives de sociétés liquidées
 - 497 Comptes-rendus annuels de la justice commerciale
 - 498 Procès-verbaux

AFFAIRES MARITIMES (6U3_499 à 6U3_506)

- 499 Rapports d'experts
- 500 Rapports de mer des capitaines de navires
- 501 Pièces à l'appui d'expertises
- 502 Avaries de navires
- 503 Procès-verbaux de visites de navires
- 504 Ventes de marchandises à Saint-Valéry-sur-Somme
- 505 Correspondance
- 506 Courtage maritime

REPertoire NUMERIQUE DETAILLE

6 U 3

L'astérisque (*) qui suit une cote indique
la présence d'un registre ou d'un cahier

ADMINISTRATION DU TRIBUNAL

6U3_1-6 Élections des juges consulaires. 1812-1938

- 1/1 Révision de la liste des électeurs ; élections consulaires ; conditions d'éligibilité du président et des juges, suppléants et complémentaires (1876-1897)
- 1/2-1/12 Listes générales des électeurs consulaires du tribunal (1860-1906)
 - 1/2 1860-1884
 - 1/3 1884
 - 1/4 1885
 - 1/5 1886
 - 1/6 1887
 - 1/7 1901
 - 1/8 1902
 - 1/9 1903
 - 1/10 1904
 - 1/11 1905
 - 1/12 1906
- 2 Listes générales des électeurs consulaires de la chambre de commerce d'Abbeville (1888-1907)
- 3-4 Elections des membres du tribunal : affiches, procès-verbaux (1812-1938)
- 3/1 – 3/7 Dossiers pluriannuels
 - 3/1 1812-1843
 - 3/2 1844-1884
 - 3/3 1884-1887
 - 3/4 1888-1896
 - 3/5 1896-1909
 - 3/6 1911-1920
 - 3/7 1921-1930
- 4/1 – 4/9 Dossiers annuels
 - 4/1 1929
 - 4/2 1931
 - 4/3 1932
 - 4/4 1933
 - 4/5 1934
 - 4/6 1935
 - 4/7 1936

4/8 1937
4/9 1938

6U3_5 Procès-verbaux des opérations électorales (1872-1883)

6U3_6 Prestations de serment des membres du tribunal de commerce, extraits des minutes du greffe du tribunal civil d'Abbeville et de la cour d'appel d'Amiens (1865, 1881-1882, 1885)

6U3_7-9* Registres des délibérations. An XIII-1987

7 An XIII-1825
8* 1826-1873
9* 1873-1987

6U3_10*-11* Rôles des affaires portées devant le tribunal. 1884-1943

10* Rôles du tribunal de commerce (1912-1939)

11/1*-4* Rôle général pour l'inscription des causes (1884-1943)

11/1* 1884, 30 janvier - 1909, 21 juillet
11/2* 1932, 4 juillet - 1934, 24 septembre
11/3* 1934, 24 septembre - 1937, 8 mars
11/4* 1937, 8 mars - 1943, 10 janvier

6U3_12-14* Répertoire des actes soumis à l'administration fiscale de l'enregistrement. An VII-1986

12/1-6* Répertoire des actes de greffe soumis à l'enregistrement (an VII-1986)

12/1* An VII-an XIV
12/2* 1846-1849
12/3* 1849-1862
12/4* 1862-1874
12/5 1879-1881
12/6 1903-1986

13/1*-2* Registres aux actes de dépôts (1846-1939)

13/1* 1846-1910
13/2* 1910-1939

14/1*-5* Registres de remise au greffe et de publication des extraits des actes et dissolutions de sociétés, séparations de biens et contrats de mariage, d'enregistrement et de transcription des divers actes prescrits par le code de procédure civile et de commerce (1822-1911)

14/1* 1822-1858
14/2* 1859-1868
14/3* 1872-1882
14/4* 1889-1893
14/5* 1882-1911 [Registre destiné aux personnes admises au bénéfice de l'assistance judiciaire]

6U3_15*-17* Comptabilité. [1881]-1958

15* Répertoire pour les comptes [1881]
16* Comptes du greffe du tribunal (1887-1893)
17* Dépenses du tribunal (1890-1958)

6U3_18 Affaire Houdant contre Wingfield, mémoire d'enquête de médiateurs du tribunal. 1858

6U3_19 Correspondance administrative. 1792-1939

19/1 Ministère de la Justice, de l'Intérieur, de la Marine : courrier à l'arrivée (1792-1810)
19/2 Ministère de la Justice : courrier à l'arrivée (1838-1926)
19/3 Préfecture de la Somme : courrier à l'arrivée (1843-1939)
19/4 Parquet d'Amiens : courrier à l'arrivée (1843-1939)
19/5 Ministère du Commerce et de l'Industrie : courrier à l'arrivée (1856-1920)
19/6 Président : courrier au départ (1864, 28 novembre - 1872, 2 juin)

6U3_20 Récolement du mobilier et listes du personnel. 1792-1937

20/1 Greffiers et agréés : état nominatif (1792-1943)
20/2 Récolement du mobilier du tribunal : procès-verbaux ; remise à titre de prêt à l'hospice de Saint-Valery-sur-Somme de divers objets appartenant au tribunal : procès-verbal (1888 - 1921, 2 décembre)
20/3 Assistance judiciaire, actes, reçus de pièces : procès-verbaux (1916-1937)
20/4 Tarifs des honoraires des syndics et liquidateurs judiciaires ; admission aux fonctions d'agréé au tribunal : dossiers (1908-1934)

JUGEMENTS

6U3_21* Minutes des décisions de la juridiction, feuilles d'audiences, rapports : dossiers annuels. 1792-1939

21/1 1792-an VII
21/2 1809-1814
21/3 1815-1824
21/4 1825-1829
21/5 1830-1834
21/6 1835-1840
21/7 1841-1844
21/8 1844-1848
21/9 1849-1853
21/10 1854-1856
21/11 1857-1859
21/12 1860-1862
21/13* 1865-1870
21/14* 1871-1874
21/15* 1877-1882

21/16*	1883-1884
21/17	1885-1893
21/18	1894-1900
21/19	1901-1907
21/20	1908-1912
21/21	1913-1920
21/22	1921-1925
21/23	1926-1929
21/24	1930-1939

6U3_22 Dossiers d'audience : rapports, jugements.

1864-1938

22/1-22/3 Contentieux individuels, feuilles d'audiences (1864-1929)

22/1	1864
22/2	1864-1929
22/3	1867-1921

22/4-22/70 Dossiers d'audience par affaire (1892-1938)

- 22/4 Affaire DIDOT Henri, architecte, contre Société générale des chemins de fer économiques (1892)
- 22/5 Affaire RASFELD, transports maritimes de Saint-Valery-sur-Somme, contre DESGROISELLE et Fils, armateurs (1892)
- 22/6 Affaire MARCHAND contre PINCHON (1893)
- 22/7 Affaire GORRE Marcel, mareyeur, contre CORMON, hôtel de la Plage à Onival-sur-Mer (1893)
- 22/8 Affaire DELESTRE Isidore, entrepreneur de charpentes, contre GRETTE Charles, maître de gymnase (1893)
- 22/9 Affaire DEPOILLY, commerçant, contre RANDON, entrepreneur (1893)
- 22/10 Affaire BEAUFILS, entrepreneur, contre PINCHON, entrepreneur (1893)
- 22/11 Affaire Société des chemins de fer économiques contre CHEVRIER, cafetier (1893)
- 22/12 Affaire MOITREL contre GAMBIER (1893)
- 22/13 Affaire BARBIER Pierre, négociant, contre OPAISE Simon, manufacturier (1893)
- 22/14 Affaire LAMBERT Charles, entrepreneur, contre DEFLERS Alfred, entrepreneur (1893)
- 22/15 Affaire Compagnie des chemins de fer économiques contre ROUQUIER (1893)
- 22/16 Affaire RASFELD, armateur, contre ROOSENBEKE, propriétaire (1893)

- 22/17 Affaire RIQUIER contre Compagnie des chemins de fer du Nord (1893)
- 22/18 Affaire DOUDET Simon, serrurier, contre CHANUT Guy, entrepreneur (1893)
- 22/19 Affaire TELLIER Ernest, commerçant, contre DEGOUY, négociant (1893)
- 22/20 Affaire LEVY, négociant, contre SENET, négociant (1893)
- 22/21 Affaire KAPPLER contre MOPIN (1893)
- 22/22 Affaire BLED contre DHERVILLY (1893)
- 22/23 Affaire SENET contre CREPIN (1893)
- 22/24 Affaire LECLERC Léon, négociant, contre DEPOILLY et FLEURY, serruriers (1893)
- 22/25 Affaire LECLERCQ-DELOISON, commerçant à Saint-Valery-sur-Somme (1909)
- 22/26 Affaire CARON-CHIVOT, boulanger à Woincourt (1909)
- 22/27 Affaire FORESTIER, décolleteur à Friville-Escarbotin, contre DUBOILLE, décolleteur à Friville-Escarbotin (1919)
- 22/28 Affaire BERRIER banquier à Eu, contre DELESTRE, ex-directeur de l'usine Paillarès à Oust-Marest (1920)
- 22/29 Contentieux individuels, feuilles d'audiences (1921)
- 22/30 Affaire LEGRAND, fabrique de levures, contre BULTEL et POINTFER, dépôt de levures à Vaudricourt (1922)
- 22/31 Affaire NORTIER, épicier et débitant à Cayeux-sur-Mer, contre RENARD, transactions mobilières et immobilières à Abbeville (1930)
- 22/32 Affaire LANCEMAN, commerçante, contre ROBERT, propriétaire d'un fonds de commerce de confiserie à Mers-les-Bains (1930)
- 22/33 Affaire CARTIER, confiseur-biscuitier à Mers-les-Bains, contre ROBERT, propriétaire d'un fonds de commerce de confiserie à Mers-les-Bains (1930)
- 22/34 Affaire MAISON, entrepreneur de transports à Friville-Escarbotin, contre PLATEL, négociant à Friville-Escarbotin (1930)
- 22/35 Affaire MACHET-CORMON contre la Société des Transports automobiles de la Somme (1931)
- 22/36 Affaire GAREL, agent de location à Mers-les-Bains, contre PALPIED, agent de location à Mers-les-Bains (1931)
- 22/37 Affaire BOURGUIGNON, épicier à Cayeux-sur-Mer, contre MARSEILLE, boulanger à Cayeux-sur-Mer (1931)

- 22/38 Affaire LABORDERIE, propriétaire à Viroflay, contre la Société Anonyme de la Plage du Bois de Cise à Ault (1932)
- 22/39 Affaire M.GEST contre Mme GEST née CHRETIEN (1932)
- 22/40 Affaire Mme GRARE née GARBE, négociante, Saint-Valery-sur-Somme, contre la Société Générale des Chemins de Fer Economiques de la Somme (1932)
- 22/41 Affaire LENNEL, industriel à Ault, contre BLONDEAU, propriétaire à Charleville (1932)
- 22/42 Affaire DURAND-FOURNIVAL contre LEVINE, commerçant (1933)
- 22/43 Contentieux individuels, feuilles d'audiences (1933)
- 22/44 Affaire FORESTIER-RACINE, cultivateur, contre LECLERC, marchand boucher (1933)
- 22/45 Affaire RAMON, mécanicien, contre DUCORROY (1933)
- 22/46 Affaire MACHU, notaire à Saint-Valery-sur-Somme, contre GAMBIER, commerce de vins et spiritueux à Cayeux-sur-Mer (1933)
- 22/47 Affaire DUFETEL contre BUIRET (1934)
- 22/48 Affaire BOYAVAL, boulanger, contre DEFRANCE, cultivateur (1934)
- 22/49 Affaire Société TOUCHARD et HAUDIQUET contre MAQUENEHEN et IMBERT (1934)
- 22/50 Affaire RISTORI-HURTEVENT contre LEGENDRE (1934)
- 22/51 Contentieux individuels, feuilles d'audiences (1935)
- 22/52 Affaire JOURDAIN, épicier, contre GREBONVAL, épicier (1935)
- 22/53 Affaire MARLIERE contre RICARD (1935)
- 22/54 Affaire Compagnie BOLINDER contre LAMIDEL (1935)
- 22/55 Affaire LEUILLER contre Société Galets de la Manche (1935)
- 22/56 Affaire DESMONS contre GOMMICHON (1935)
- 22/57 Affaire GRAINE-MASSON, négociant en épicerie, contre ROGER, boulanger (1935)
- 22/58 Affaire THEVET, mécanicien-garagiste, contre HUS et LAURENT, ancien garagiste et avocat (1935)
- 22/59 Affaire MUSSCHE, boucher, contre LECLERC, ancien boucher (1936)
- 22/60 Affaire QUEVAL, boulanger, contre MAURICE, boulanger (1936)
- 22/61 Affaire Société Zurich, compagnie d'assurances accidents, contre Etablissements SANSON, extraction de minerais (1936)

- 22/62 Affaire Etablissements SANSON, extraction de minerais, contre DUPIN (1936)
- 22/63 Affaire LEUILLIER, entrepreneur de transports à Ault, contre SAGEOT, boulanger à Ault (1937)
- 22/64 Affaire BASSEZ, agence de location à Ault, contre PELLETIER, garagiste-mécanicien à Ault (1937)
- 22/65 Contentieux individuels, feuilles d'audiences (1937)
- 22/66 Affaire FICHELE, débitant à Cayeux-sur-Mer, contre MARCAGE, propriétaire à Cayeux-sur-Mer (1937)
- 22/67 Affaire Mme PICOT née BOURGOIS contre Mme BAUD née BOURGOIS, commerçantes à Cayeux-sur-Mer (1937)
- 22/68 Affaire LEULLIER, entrepreneur de transports, contre LEVEQUE, photographe (1938)
- 22/69 Affaire HURTELLE, industriel à Fressenneville, contre HADIOUCHE, négociant en métaux à Quesnoy-le-Montant (1938)
- 22/70 Affaire COUILLET, industriel à Yzengremer, contre CAGE, propriétaire à Allenay (1938)

6U3_23 Assignations à comparaître : dossiers d'audience.

1854-1939

23/1	1854-1898
23/2	1902-1919
23/3	1920-1924
23/4	1925-1928
23/5	1929
23/6	1930
23/7	1931
23/8	1932
23/9	1933
23/10	1934
23/11	1935
23/12	1936
23/13	1937
23/14	1938
23/15	1939

6U3_24 Plumitif et mémoire d'audiences.

1893-1935

24/1	1893
24/2	1920
24/3	1921
24/4	1922
24/5	1923
24/6	1924
24/7	1925
24/8	1926
24/9	1927

24/10	1928
24/11	1929
24/12	1932
24/13	1933
24/14	1934
24/15	1935

6U3_25 **Copies de jugements.**

1932-1941

ORDONNANCES

6U3_26 **Ordonnances juridictionnelles : minutes ou doubles.**

An X-1876

26/1	An X-an XI
26/2	1816
26/3	1817
26/4	1820
26/5	1823-1824
26/6	[1823-1829]
26/7	1830
26/8	1831
26/9	1832
26/10	1833
26/11	1834
26/12	1835
26/13	[1848]
26/14	1855-1856
26/15	1857-1858
26/16	1862-1863
26/17	1864
26/18	1866
26/19	1867
26/20	1868
26/21	1869
26/22	1870
26/23	1871
26/24	1872
26/25	1873
26/26	1874
26/27	1876

6U3_27 **Ordonnances, procès-verbaux, rapports d'experts.**

1879-1949

27/1	1879
27/2	1880
27/3	1881
27/4	1882
27/5	1883-1884
27/6	1919-1936
27/7	1923-1958
27/8	1936-1949

6U3_28 **Ordonnances d'injonction de payer : requêtes aux fins de signification, petites créances commerciales.**
1938-1969

METIERS ET COMMERCE

6U3_29* **Dépôt des marques de fabrique : registres.**
1859-1961

29/1* 1859, 13 octobre - 1954, 16 décembre
29/2* 1885, 8 avril - 1923, 10 juillet
29/3 1900, 29 mai - 1961, 16 janvier
29/4* 1923, 10 juillet - 1956, 7 septembre
29/5 1886 - 1952 [Dessins et modèles déposés]

6U3_30 **Constitution et modification des sociétés : actes par sociétés.**
1868-1939

30/1 Société Générale (pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France), (1903, 1905, 1906, 1909, 1912)

30/2 Société en nom collectif A. BOUTTE Fils et C^{ie}, Béthencourt-sur-Mer (1868)

30/3 Société en nom collectif VERITE et DEHEDIN, Escarbotin (1870)

30/4 Société en nom collectif BRIEZ et GILSON, Friville-Escarbotin (1872)

30/5 Société en nom collectif DELABIE Frères, Friville-Escarbotin (1872)

30/6 Société en nom collectif LECOMTE et BACHELIER, Mers-les-Bains (1872)

30/7 Société en nom collectif «Remorqueur de la Baie de Somme», Saint-Valery-sur-Somme (1872)

30/8 Société en nom collectif R. SCHELLES et C^{ie}, Saint-Valery-sur-Somme (1872)

30/9 Société en nom collectif SERAINE et RIEUX, Oust-Marest (1874)

30/10 Société en nom collectif BELPAUME et DERLOCHE, Ault (1875)

30/11 Société en nom collectif MABILLE Frères, Friville-Escarbotin (1875)

30/12 Société en nom collectif MAZURE Frères, Saint-Valery-sur-Somme (1875)

30/13 Société anonyme «Bateaux de pêche de la Baie de Somme», Saint-Valery-sur-Somme (1876)

30/14 Société en nom collectif GARET et TERNOIS Fils, Oust-Marest (1877)

- 30/15 Société en nom collectif DEPOILLY et SCHELLES, Friville-Escarbotin (1877)
- 30/16 Société en nom collectif BEAUVAL et ACOULON, Friville-Escarbotin (1880)
- 30/17 Société en nom collectif DESGROISELLES et Fils, Saint-Valery-sur-Somme (1880)
- 30/18 Société en nom collectif DUCASTEL Frères et Neveux, «Etablissements DUCASTEL et DEHESDIN réunis», Yzengremer (1880)
- 30/19 Société anonyme «Compagnie générale maritime de remorquage à vapeur et de pêche de la Baie de Somme», Saint-Valery-sur-Somme (1880)
- 30/20 Société anonyme LENNEL Frères et C^{ie}, Ault (1881)
- 30/21 Société en commandite par actions DERMIGNY et C^{ie}, Saint-Valery sur-Somme (1882)
- 30/22 Société en nom collectif DERAMBURE et FERRAND, Saint-Valery-sur-Somme (1882)
- 30/23 Société en nom collectif LOUIS et EDOUARD FEOLDE, Mers-les-Bains (1883)
- 30/24 Société en nom collectif POURCHEZ et DELATTRE, Oust-Marest (1883)
- 30/25 Société anonyme «Crédit général français», Paris (1884)
- 30/26 Société de fait WINCKLER et C^{ie}, Friville-Escarbotin (1884)
- 30/27 Société en commandite simple MICHEL et C^{ie}, Saint-Valery-sur-Somme (1885)
- 30/28 Société en nom collectif GILSON et STACOFFE, Friville-Escarbotin (1886)
- 30/29 Société anonyme « Etablissements MAQUENNEHEN et IMBERT », Friville-Escarbotin (1886)
- 30/30 Société en nom collectif BARBOT et KOBER, Saint-Valery-sur-Somme (1887)
- 30/31 Société en nom collectif DEPOILLY et HUMEL, Nibas (1887)
- 30/32 Société en nom collectif DEVISSE et RAVIN, Saint-Valery-sur-Somme (1887)
- 30/33 Société en nom collectif PALPIED Frères, Ault (1887)
- 30/34 Société en nom collectif ROUILLARD et LAPLACE, Paris et Woincourt (1887)

- 30/35 Société en nom collectif DHERVILLEZ et NIEL, Saint-Valery-sur-Somme (1888)
- 30/36 Société anonyme de calcinage et de broyage de silex, Saint-Valery-sur-Somme (1889)
- 30/37 Société en nom collectif DESGROISELLE-ARBRY et C^{ie}, Saint-Valery-sur-Somme (1889)
- 30/38 Société anonyme «Grand Hôtel Continental», Onival-sur-Mer (1889)
- 30/39 Société en nom collectif OZENNE et C^{ie}, Fressenneville (1889)
- 30/40 Société en nom collectif CAILLET et CASSIN, Béthencourt-sur-Mer (1890)
- 30/41 Société en nom collectif HAFFNER et C^{ie}, Paris (1891)
- 30/42 Société en nom collectif HURTEL Frères, Tully (1891)
- 30/43 Société en commandite simple MARTINIER et C^{ie}, Mers-les-Bains (1891)
- 30/44 Société en nom collectif BOUTTE Père, Fils et Frères, Friville-Escarbotin (1892)
- 30/45 Société anonyme de transports maritimes, Saint-Valery-sur-Somme (1892)
- 30/46 Société en nom collectif GAMBIER Frères, Cayeux-sur-Mer (1893)
- 30/47 Société en nom collectif MATHON et C^{ie}, Cayeux-sur-Mer (1893)
- 30/48 Société anonyme du journal «Le Phare de la Somme», Cayeux-sur-Mer (1893)
- 30/49 Société en commandite simple DHERVILLEZ et C^{ie}, Saint-Valery-sur-Somme (1894)
- 30/50 Société en nom collectif HENIN et BOURGEOIS, Saigneville (1896)
- 30/51 Société en nom collectif BIGNARD Frères, Béthencourt-sur-Mer (1897)
- 30/52 Société en nom collectif TELLIER et CARON, Fressenneville (1897)
- 30/53 Société en nom collectif Briqueterie Picarde LAVERNOT et BASSE, Eu (1898)
- 30/54 Société en nom collectif MEISTRE et CAPRILE, Ault (1898)
- 30/55 Société en nom collectif OPAIX Frères et C^{ie}, Bourseville (1899)
- 30/56 Société en nom collectif RIQUIER, Fressenneville (1899)
- 30/57 Société anonyme « Etablissements de serrurerie mécanique de la Somme », Oust-Marest (1899)

- 30/58 Société en nom collectif DEVILLEPOIX et LECOCQ, Ault-Onival (1900)
- 30/59 Société en nom collectif FAEHE et DEHEDIN, Friville-Escarbotin (1900)
- 30/60 Société en nom collectif KOENIG et OGER, Ault (1900)
- 30/61 Société en nom collectif LEBARBIER et MARESCAUX, Friville-Escarbotin (1900)
- 30/62 Société en nom collectif ARCHIE et C^{ie}, Cayeux-sur-Mer (1902)
- 30/63 Société en nom collectif BON et C^{ie}, Saint-Valery-sur-Somme (1902)
- 30/64 Société en nom collectif CARON-OZENNE et C^{ie}, Fressenneville (1902)
- 30/65 Société anonyme Eaux de Picardie, Ault (1902)
- 30/66 Société en commandite simple FERET et DAUDELLOT, Cayeux-Sur-Mer (1902)
- 30/67 Société en commandite simple MILLE et C^{ie}, Péronne (1904)
- 30/68 Société en nom collectif DELAFONT et BRISON, Ault-Onival (1905)
- 30/69 Société en commandite simple CASTIER et C^{ie}, Saint-Valery-sur-Somme (1905)
- 30/70 Société en nom collectif CHATELAIN et Fils Aîné, Saint-Valery-sur-Somme (1906)
- 30/71 Société en nom collectif DHERVILLEZ et CATALA, Calais (1906)
- 30/72 Société en nom collectif LOUIS, Mers-les-Bains (1906)
- 30/73 Société en nom collectif OBEL Frères, Dargnies (1906)
- 30/74 Société anonyme «Plage du Bois de Cise», Bois de Cise (1906)
- 30/75 Société en nom collectif SABRAS et DESJARDIN, Saint-Valery-sur-Somme (1906)
- 30/76 Société en nom collectif VINCENT et MACHET, Woignarue (1907)
- 30/77 Société en nom collectif BAILLEUL et BOUVIER, Saint-Valery-sur-Somme (1908)
- 30/78 Société en commandite simple CATALA et C^{ie}, Saint-Valery-sur-Somme (1908)
- 30/79 Société en nom collectif DELESTRE et MACLAIRE, Oust-Marest (1908)
- 30/80 Société anonyme «Transports automobiles Normandie et Picardie», Paris (1908)

- 30/81 Société de crédit agricole mutuel «Caisse locale de crédit agricole», Friville-Escarbotin, Lanchères, Saigneville, Yzengremer (1909)
- 30/82 Société en nom collectif DONNADIEU et COUTURIER, Saint-Valery sur Somme (1909)
- 30/83 Société en nom collectif BEURAIN et HOLLEVILLE, Levallois-Perret (1910)
- 30/84 Société en commandite simple «Cycles Cristing, Nadaud et C^{ie}», Mers-les-Bains (1910)
- 30/85 Société en commandite simple DEANDRE et C^{ie}, Paris (1910)
- 30/86 Société en nom collectif NEECKX et MARTINAGE, Saint-Valery-sur-Somme (1910)
- 30/87 Société en nom collectif DUMONT Frères, Saint-Valery-sur-Somme (1910)
- 30/88 Société Civile Immobilière, Saint-Valery-sur-Somme (1911)
- 30/89 Société en nom collectif FOURDRIN-PRUVOST, Woincourt (1911)
- 30/90 Société en nom collectif MARTY et BOIS, Mers-les-Bains (1911)
- 30/91 Société en nom collectif BERNARD et FIMES, Friville-Escarbotin (1912)
- 30/92 Société en nom collectif DEFRANCE et DIMPRE, Friville-Escarbotin (1912)
- 30/93 Société coopérative maritime « L'Aurore », Saint-Valery-sur-Somme (1913)
- 30/94 Société en nom collectif EGET et FORESTIER, Friville-Escarbotin (1913)
- 30/95 Société en nom collectif DUBOILLE et FORESTIER, Friville-Escarbotin (1914)
- 30/96 Société en nom collectif BUGNOT-LEMOINE et C^{ie}, Ault (1916)
- 30/97 Société en nom collectif FORESTIER et GOLLOT, Valines (1916)
- 30/98 Société en nom collectif GERARD et VANNIER, Cayeux-sur-Mer (1917)
- 30/99 Société en nom collectif GRUMELART et C^{ie}, Woincourt (1917)
- 30/100 Société en nom collectif « Fonderies de Saint-Blimont », Saint-Blimont (1917)
- 30/101 Société en nom collectif Banque BIGNON, Abbeville (1919)
- 30/102 Société en nom collectif GRANDSIRE Fils, Friville-Escarbotin (1919)
- 30/103 Société coopérative « La Cheminote », Mers-les-Bains (1919)

- 30/104 Société coopérative « La Vie Nouvelle », Bourseville (1919)
- 30/105 Société en nom collectif MEUNIER et HERVE, Onival-sur-Mer (1919)
- 30/106 Société en nom collectif OVIN et HOLLEVILLE, Yzengremer (1919)
- 30/107 Société en commandite simple SABY et C^{ie}, Paris, Cayeux-sur-Mer (1919)
- 30/108 Société coopérative « Union Economique », Saint-Valery-sur-Somme (1919)
- 30/109 Société en nom collectif WATEBLED et C^{ie}, Friville-Escarbotin (1919)
- 30/110 Société en nom collectif WEBER et CHOPIN, Saint-Valery-sur-Somme (1919)
- 30/111 Société en nom collectif BERTRAND et HEULLE, Cayeux sur Mer (1920)
- 30/112 Société en nom collectif COUILLET et POILLY, Fressenneville (1920)
- 30/113 Société en nom collectif DESPREZ Frères, Fressenneville (1920)
- 30/114 Société en nom collectif DOMINOIS et BROCQUE, Woincourt (1920)
- 30/115 Société en nom collectif LELORRAIN et DEVILLERS, Woignarue (1920)
- 30/116 Société en nom collectif MALTERRE et LIONNE, Ault (1920)
- 30/117 Société en nom collectif MERCER et SMITH, Saint-Valery-sur-Somme (1920)
- 30/118 Société en nom collectif MOULIN et JULIEN, Woincourt (1920)
- 30/119 Société en nom collectif PONTIE Frères et TOLLARD, Mers-les-Bains, Nice (1920)
- 30/120 Société en nom collectif CHAPELET et DUMONT, Offeu-les-Saint-Blimont (1921)
- 30/121 Société en commandite simple LACOLLEY-LEBRUN et C^{ie}, Saint-Valery sur Somme (1921)
- 30/122 Société coopérative « La Vie pour tous », Abbeville (1921)
- 30/123 Société en nom collectif RIQUIER Frères et CREPY, Friville-Escarbotin (1921)
- 30/124 Société anonyme des Etablissements « Au Planteur de Caïffa », Paris (1922)
- 30/125 Société en nom collectif BOCQUET Frères et Fils aîné, Cayeux-sur-Mer (1922)
- 30/126 Société en nom collectif BEZAULT Frères, Paris (1922)

- 30/127 Société en nom collectif BOST et SERRY, Friville-Escarbotin (1922)
- 30/128 Société en nom collectif CARON et ANQUIER, Friville-Escarbotin (1922)
- 30/129 Société en nom collectif CREQUY et LEMAIRE, Ault (1922)
- 30/130 Société en nom collectif FLEISCH et COCRY, Mers-les-Bains (1922)
- 30/131 Société en nom collectif MARTIN et O'NEILL, Cayeux-sur-Mer, Le Hourdel (1922)
- 30/132 Société en nom collectif TESTU et FOURNIER, Allenay (1922)
- 30/133 Société en nom collectif VARLET et BECQUET, Friaucourt (1922)
- 30/134 Société anonyme Banque ADAM, Boulogne-sur-Mer (1923)
- 30/135 Société en nom collectif BARBE et DELMERLE, Friville-Escarbotin (1923)
- 30/136 Société en nom collectif CHANDIVERT et MOREAU, Cayeux-sur-Mer (1923)
- 30/137 Société en commandite simple CUFFAUT et C^{ie}, Saint-Quentin-Lamotte-Croix-au-Bailly (1923)
- 30/138 Société anonyme « Gaz et eaux de Picardie », Friville-Escarbotin (1923)
- 30/139 Société en nom collectif MARTIN et DERAMBURE, Saint-Blimont (1923)
- 30/140 Société en nom collectif MILLOT et C^{ie}, Cayeux-sur-Mer (1923)
- 30/141 Société en nom collectif MOUCHARD et HAUDIQUERT, Allenay (1923)
- 30/142 Société en nom collectif QUENNEHENT et C^{ie}, Friaucourt (1923)
- 30/143 Société en nom collectif TAVERNIER FRERES, Fressenneville (1923)
- 30/144 Société en nom collectif TERNOIS et GOURLE, Friville-Escarbotin (1923)
- 30/145 Société en nom collectif DACHEUX Frères, Woincourt (1924)
- 30/146 Société en nom collectif DEPOILLY Frères, Friville-Escarbotin (1924)
- 30/147 Société en nom collectif LAIGNIER et LASSOURY, Friville-Escarbotin (1924)
- 30/148 Société en nom collectif PION et PARENT, Abbeville (1924)
- 30/149 Société en nom collectif PION Père et Fils, Tully (1924)
- 30/150 Société en nom collectif BABILLOT Soeurs et C^{ie}, Ault-Onival (1925)

- 30/151 Société anonyme « Compagnie Industrielle de serrurerie du Vimeu », Saint-Quentin-Lamotte-Croix au Bailly (1925)
- 30/152 Société anonyme coopérative « Les Coopératives Fichet », Fichet-Village (1925)
- 30/153 Société anonyme « Fermière des Casinos municipaux », Le Tréport, Mers les Bains (1925)
- 30/154 Société en nom collectif LACROIX et LEGRAND, Cayeux-sur-Mer (1925)
- 30/155 Société en nom collectif LE BEUF et SALLEMBIEN, Ault (1925)
- 30/156 Société en nom collectif MAZELIER Frères et Fils, Friville-Escarbotin (1925)
- 30/157 Société en nom collectif RIGAUX et LABOULAIS, Woincourt (1925)
- 30/158 Société en nom collectif Anciens Etablissements ROUILLARD et LAPLACE - SALVANHAC FRERES Successeur, Paris, Woincourt (1925)
- 30/159 Société en nom collectif VASSEUR et LOUCHEL, Woincourt (1925)
- 30/160 Société en participation WOELFFEL et MANCHELIN, Friville-Escarbotin (1925)
- 30/161 Société en nom collectif AUZOUX et POITFER, Friville-Escarbotin (1926)
- 30/162 Société en nom collectif BATTE et HENIN, Meneslies (1926)
- 30/163 Société en nom collectif Briqueterie de Woincourt, Woincourt (1926)
- 30/164 Société en nom collectif DELATTRE et BECQUET, Nibas (1926)
- 30/165 Société en nom collectif DENIBAS, ROGER et DUBOIS, Fressenneville (1926)
- 30/166 Société anonyme coopérative de production ouvrière « L'Avenir », Friville-Escarbotin (1926)
- 30/167 Société en nom collectif LE ROY et BOURGEOIS, Mers-les-Bains (1926)
- 30/168 Société anonyme HENRI DESJONQUERES, Mers-les-Bains (1927)
- 30/169 Société en nom collectif LECOMPTE et POILLY, Fressenneville (1927)
- 30/170 Société en nom collectif SELLIER et C^{ie}, Friville-Escarbotin (1927)
- 30/171 Caisse locale de Crédit Maritime mutuel de Saint-Valery-sur-Somme (1928)
- 30/172 Société à responsabilité limitée « Etablissements ROBERT OUIN et DUFOSSÉ », Friville-Escarbotin (1928)

- 30/173 Société en nom collectif VASSEUR et DOUVILLE, Mers les Bains (1928)
- 30/174 Société anonyme « Visserie de Picardie, Anciens Etablissements HURTEL », Tully (1928)
- 30/175 Société en nom collectif DELATTRE Frères, Friville-Escarbotin (1929)
- 30/176 Société en commandite simple FESNE et C^{ie}, Ault (1929)
- 30/177 Société de fait MATHEUS et CRAMMER, Mers-les-Bains (1929)
- 30/178 Société anonyme Compagnie Centrale des Emeris et produits à polir, Paris (1930)
- 30/179 Société en nom collectif DEVAUX et VILFOY, Friville-Escarbotin (1930)
- 30/180 Société en nom collectif G. et R. ROGER, Fressenneville (1930)
- 30/181 Société anonyme Banque HUE, Abbeville (1931)
- 30/182 Société en nom collectif CHARLET et DUPONT, Mers-les-Bains (1931)
- 30/183 Société en nom collectif VANDERGUCHTEN et VINCENOT, Mers-les-Bains (1931)
- 30/184 Société à responsabilité limitée « Graineterie du Vimeu », Saucourt, Nibas (1932)
- 30/185 Société anonyme « Société d'exploitation de la Plage et du Casino », Mers-les-Bains (1932)
- 30/186 Société à responsabilité limitée LANGLET Père et Fils et PIDE, Cayeux-sur-Mer (1934)
- 30/187 Société anonyme «Pompes funèbres générales», Paris (1934)
- 30/188 Société FERTE-MONET et Fils, Cayeux-sur-Mer (1937)
- 30/189 Société à responsabilité limitée «Etablissements GUENINCHAULT», Abbeville (1937)
- 30/190 Société en nom collectif « Etablissements PRUVOT Frères », Fressenneville (1937)
- 30/191 Société à responsabilité limitée RAMBOT et C^{ie}, Paris et Brutelles (1938)
- 30/192 Société anonyme DUCRET et C^{ie}, Bourseville (1939)

6U3_31/1- Répertoire des actes en matière de liquidations judiciaires et de faillites.
31/3* 1892-1943

31/1 1892-1941
31/2 1896-1943
31/3* 1899-1910

6U3_32-494 Dossiers par sociétés : correspondance, factures, nominations de syndics et de liquidateurs judiciaires, mémoires ou comptes sommaires de l'état de faillite ou de liquidation judiciaire, de leurs principales causes et circonstances et des caractères qu'elles paraissent avoir, rapports aux créanciers, procès-verbaux d'union des créanciers et de vérifications de créances, états de production, états de situation mensuelle fournis par le syndic et déposés au greffe du tribunal, jugements de clôture.
1814-1941

32/1-32/4* Affaire GODQUIN (1814-1886) :

32/1 Activités de maire de la commune d'AULT (1814-1886)
32/2* Travaux d'études (1886)
32/3 Activités militaires (1848-1881)
32/4 Faillite (1860-1886)

33 Affaire MANCELLE (1825)

34 Affaire LECLERCQ, cafetier et serrurier (1852-1872)

35 Affaire SALLEUX (1855)

36 Affaire DEBEAURAIN (1860)
Affaire MARCHET (1860)
Affaire DEPOILLY, [vers 1860]
Affaire CARLES (1861)
Affaire PETIT (1862)
Affaire LEFORT (1863)
Affaire THIEBAULT (1863)

37 Affaire CARPENTIER Fils, commerçant (1860-1866)

38 Affaire CHATONNIER (1863)

39 Affaire LESAGE (1863)

40 Affaire MARCHANT-BASTEL, quincaillier épicier (1864-1865)

41 Affaire FONTAINE, débitant de boissons (1865)

42 Affaire VIRONCHAUX, serrurier (1865)

43 Affaire PIOLE, marchand de bois (1866)

44 Affaire JOSSE (1866-1869)

45 Affaire ANQUIER, débitant (1867)

46 Affaire DELIGNIERES, marchand et cafetier (1867)

- 47 Affaire HEURTEVENT, boulanger (1867)
- 48 Affaire Société MAUPIN LATTEUX et C^{ie} (1867)
- 49 Affaire PARMENTIER, cordonnier (1867-1868)
- 50 Affaire PETIT, épicier (1867-1868)
- 51 Affaire DUMONT-FERTE, serrurier quincaillier (1867-1882)
- 52 Affaire LEPHAY (1867-1892)
- 53 Affaire DEGROISELLES, cafetier et cultivateur (1868)
- 54 Affaire RINDEL, débitant de boissons et cordonnier (1868)
- 55 Affaire SOULIEU, marchand de porcs (1868)
- 56 Affaire BOCQUET Fils, marchand épicier (1869)
- 57 Affaire GROGNET (1869)
- 58/1 Affaire JOURDAIN, brasseur (1869)
- 58/2 Mémoire de vente JOURDAIN, brasseur (1864-1869)
- 59 Affaire MARCASSIN (1869)
- 60 Affaire DECLAIS, marchand tailleur (1870)
- 61 Affaire DUBRULLE, marchand tailleur (1870)
- 62 Affaire OUIN, briquetier (1870)
- 63 Affaire EVRARD, marchand cafetier (1872)
- 64 Affaire LESAGE (1872)
- 65 Affaire DUBUS (1873)
- 66 Affaire LECOMTE, bottier (1873)
- 67 Affaire MICHEL (1873)
- 68 Affaire TUMEL (1873)
- 69 Affaire ACOULON, marchande épicière (1874)
- 70 Affaire DOFFOY (1874)
- 71 Affaire LOMPRES, entrepreneur de messagerie (1874-1878)
- 72 Affaire DUMOND-GOSSET, marchand épicier (1875)
- 73/1 - 73/3 Affaire CAPELLE, quincaillier fondeur
- 73/1 1875-1886
- 73/2 1886
- 73/3 1884-1886 [livre comptable]

- 74 Affaire BOUTTE (1876)
- 75 Affaire BRUNEL, boulanger (1876)
- 76 Affaire DUPONT (1876)
- 77 Affaire HENOCQUE, serrurier (1876)
- 78 Affaire LEMAIRE, commerçant (1876-1879)
- 79/1-79/31 Affaire VANIER-POULTIER, négociant (1876-1889) contre :
- 79/1 - HURE et DELCROIX, tissus en gros (1884-1889)
- PREVOST-BLONDEL et LEVEQUE, manufacturiers (1876-1889)
- WARRE et AUGET, bonneterie (1876-1886)
- 79/2 - DUCHESNE (1889)
- 79/3 - QUESNEL (1889)
- TROTRY-LATOUICHE, bonneterie (1882)
- TOUCHEZ-PARMENTIER, manufacturiers (1882)
- LEZAIRE, mousseline (1881-1882)
- LETELLIER et ROUET, mercerie (1878-1885)
- LECUS et LAGRANGE, costumes (1876-1884)
- 79/4 - LECUS et LAGRANGE, costumes (1876-1884)
- 79/5 - MILLE et LECUCQ, draperie (1876-1889)
- 79/6 - WARRE-PAPILLON, laines (1886-1888)
- 79/7 - VAGNIEZ-FIQUET, tissus (1877-1888)
- 79/8 - BONE Jeune (1888-1889)
- 79/9 - ANCEAU, GRIMAULT et MESSAGER, tissus (1879-1889)
- 79/10 - AUGER-PANNIER, bonneterie (1887-1889)
- 79/11 - BACHELIER-POGNIE, tissus (1877-1889)
- 79/12 - BRUNO HAY, couvertures (1878-1889)
- 79/13 - COURTOIS-CORDONNIER, bonneterie (1881-1889)
- 79/14 - HENRI LEVOYER (1883-1884)
- 79/15 - PERCHEVAL, tissus (1876-1885)
- 79/16 - QUEILAT-LANSEL, châles (1877)
- 79/17 - RAYEZ, draperie (1878-1888)
- 79/18 - RIQUIER-BREMARD, mercerie (1876-1877)
- 79/19 - RODET et C^{ie}, draperie (1879-1883)
- 79/20 - HEUZEY-DENEIROUSE, tissus (1877-1886)

- 79/21 - LEDUC, spécialités de blanc (1877-1889)
- 79/22 - LEQUAI-POURCHELLE, velours (1887-1888)
- 79/23 - LEROY, velours (1880 - 1884)
- 79/24 - RUFFIN et MACON (1877-1888)
- 79/25 - SCHEMIDT (1876-1880)
- 79/26 - DELCROIX-MAUPIN (1889)
- DUPOND et SOEUR (1888)
- DEBLANGY (1889)
- 79/27 - DUVAL (1889)
- DUVAL-LEROY (1889)
- FLEURY-FAMECHON (1888)
- 79/28 - GRANDSIRE-BREMONT (1889)
- 79/29 - HALLOT et SAVARY (1889)
- 79/30 - ROUET-DUFOUR (1889)
- R.SCELLES et C^{ie} (1889)
- 79/31 - VANIER-POULTIER (1889)

80/1-80/11 Affaire MENETRIER, mercerie, bonneterie, lingerie (1877-1886)

80/1 Correspondance, assurances, impôts, factures.

80/2 - 80/11 Entreprise MENETRIER contre :

- 80/2 - ANCEAU-GRIMAUULT et MESSENGER (1884-1886)
- 80/3 - BACHELIER et MORDRET, broderies et velours (1884-1886)
- BLUM et Frères, tissus (1884-1885)
- 80/4 - BIZOT, articles pour enfants (1884)
- BORDERIE, propriétaire de vignobles (1887)
- BOURY-GAUTHIER, lingerie (1883-1886)
- BOUYER et DESBOIES, ganterie et tissus (1883-1885)
- BRIET, modiste (1886)
- CACARET, fabricant (1886)
- 80/5 - CARTON, quincaillerie de bâtiment (1886)
- CAUVIN Frères et C^{ie}, costumes de bain (1886)
- CHABE, bonneterie (1886)
- COINTREL, menuisier (1886)
- LAVERNOT-FRANCOIS, meubles et tapisseries (1886)
- CRESSANT-ROUYER, mercerie (1883-1884)
- 80/6 - DANZELLE, escompte et recouvrement (1886)
- DUFOUR, propriétaire (1885)
- GLACE Frères (1885-1886)
- GRANDSIRE-BREMONT, bonneterie (1885-1886)
- GUERARD-RIDOUX et MARIETTE, fabricants de tissus (1886)

- HERDHEBAUT, bonneterie (1886)
- 80/7 - JACHIET, mercerie (1883-1886)
- LAFFARGUE, mercerie (1884-1885)
- LAMBERT (1886)
- 80/8 - LEBLOND, corsets (1883)
- LECLERQ, encadrements de cheminées (1886)
- LEROUGE, chaussures (1885-1886)
- MARTEL (1884-1886)
- MARTIN et LIEMANCE, mercerie (1885-1886)
- 80/9 - LA MENAGERE, usine à vapeur (1886)
- MORICE POURRIOT, mode en gros (1884-1886)
- PLANUS Mathilde, parures de bals, mariées (1885-1886)
- PUECH Fils, fournitures pour mode (1883-1886)
- RAGUET et C^{ie}, manufacture de bonneterie (1884-1886)
- TERRAILLON, layette en gros (1885-1886)
- 80/10 - TISSERANT et C^{ie}, tissus en gros (1886)
- TONNEL Frères, manufacture de bonneterie de laine (1884-1886)
- TRICOT, spécialités de coiffures (1886)
- VALLEE-PAYENNEVILLE et BERTH, fabrique de tissus (1883)
- VALLOIS, mode et coiffures (1884-1885)
- VESSIERE-PAULIN, vêtements pour enfants (1883-1884)
- 80/11 - WALGENER, fabrique de gants de peau (1884)
- BOUCHERAT, articles de bains de mer (1886)
- MAISON PERRIER, mercerie (1886)
- DOUCHET-LESOUËF, lingerie en gros (1885)
- PELISSIE et C^{ie}, tissus (1884)
- MOULIN, mercerie (1886)
- 81 Affaire HENIN-LEBEUF, cabaretier aubergiste (1877-1901)
- 82 Affaire COUILLET, épicier menuisier (1878)
- 83 Affaire HERVO (1878)
- 84 Affaire JACOB, épicier mercier (1878)
- 85 Affaire LECLERCQ-LENGLET, entrepreneur de construction (1878)
- 86 Affaire MALGERY, tailleur (1878)
- 87 Affaire TONDELLIER, peintre (1878)
- 88 Affaire GAVELLE-COURTOIS, épicière (1879)

- 89/1*-89/5 Affaire FORATIER, fondeur (1879-1892)
- 89/1* Mémoire des travaux effectués (1879-1883)
- 89/2* Livre de comptes (1889-1890)
- 89/3* Livre des expéditions (1879-1880)
- 89/4 Entreprise FORATIER contre :

OPFERGELT / RAESFELD (1888)
FERTE-MARQUE / MARQUE (1887)
GAILLARD, jardinier (1887)
BARDOT, imprimeur / KOBER, imprimeur (1887)
WALLOIS, journalière / BRUNET, marin (1890)

89/5 Faillite (1890-1892)

- 90 Affaire ROUSSEL, cafetier (1879-1892)
- 91 Affaire DENIZOT, peintre (1881)
- 92 Affaire DELAVIGNE, épicier (1881-1883)
- 93 Affaire MENTION-DESJARDIN, épicier cafetier (1881-1883)
- 94 Affaire DERMIGNY, négociant (1881-1884)
- 95 Affaire MONBORGNE, fabricant de serrurerie (1881-1890)
- 96 Affaire LECLERQ Arsène, épicier, et Alphonse, aubergiste cultivateur (1882-1892)
- 97 Affaire HESDIN, serrurier cafetier épicier (1882-1883)
- 98 Affaire SAC-EPEE, cultivateur (1883)
- 99 Affaire FACHE-DEHEDIN, cafetier (1884)
- 100 Affaire DELISLE, cafetière (1884)
- 101 Affaire CANNEVELLE, boucher (1884-1888)
- 102 Affaire WINCKLER (1884-1889)
- 103/1-103/6 Affaire RANDON, entrepreneur (1884-1894) :
 - 103/1 - livre comptable (1884)
 - 103/2 - livre comptable (1885-1893)
 - 103/3 - mémoire des travaux effectués par l'entreprise (1891-1892)
 - 103/4 - état général des formalités et opérations de la faillite RANDON (1894)
 - 103/5 - bordereaux des sommes dues (1894)
 - 103/6 - faillite RANDON (1894)
- 104 Affaire CELESTIN, épicier (1885)
- 105 Affaire DHUILLE, cafetier (1885)
- 106 Affaire FOU DRAIN-SIFFLET, serrurier (1885)
- 107 Affaire WINKLER-WOELFFEL, fabricants (1885)

- 108/1-108/4 Affaire LECOMTE, serrurerie quincaillerie (1885-1889)
- 108/1 Entreprise LECOMTE contre :
- DERLOCHE-CANTEVELLE, fabrique de serrures (1885-1889)
 - DEUX et MIGNET, fournitures pour entrepreneurs (1888)
 - L'ESTAMPAGE, fabrique (1888)
 - VIMEUX (1888)
 - GENTIL et RODE Frères, quincaillerie (1887)
 - DUMONT-BREMONT, fabrique spéciale de cordage (1886)
 - VENTHENAT, quincaillerie et droguerie (1888)
 - SIMONEAU, représentant (1888)
- 108/2 - 108/3 Affaire LECOMTE, serrurerie quincaillerie (1886-1889)
- 108/2 1886-1888
- 108/3 1889
- 109 Affaire PERRET, directeur de casino (1886-1887)
- 110 Affaire DUPONT, entrepreneur de construction (1886-1889)
- 111 Affaire SALVY, ancien entrepreneur de camionnage (1886-1889)
contre :
- SCELLES, négociant (1889)
 - HERICHARD, notaire (1884)
 - BRAILLY, propriétaire (1883)
 - BUIRET, fondeur (1882)
 - LEROY, bourrelier (1887)
 - DENEUX, boulanger (1887)
 - ROUSSEL (1888)
 - FACQUET, bonneterie fourrures (1888)
 - RIDOUX DAILLY, liqueurs épicerie (1887)
 - VANDERBERGHE, boulanger (1887)
 - DEVISSE-LEPHAY, chaussures (1887)
 - COUILLET-DENEUX, plomberie éclairage (1886)
 - BARDOT-KOBER, imprimerie commerciale (1886)
- 112 Affaire FEOLDE, restaurateur (1886-1909)
- 113 Affaire BERTRAND, entrepreneur à ABBEVILLE (1887)
- 114 Affaire BENTZ, marchand de charbon contre DIMPRE, marchand de
charbon (1887-1888)
- 115 Affaire LION, tailleur (1887-1890)

- 116 Affaire BERTRAND, entrepreneur à MERS-LES-BAINS (1887-1891)
Mémoires des travaux exécutés pour le compte de :
- LECLERC, entrepreneur (1880)
 - HAVARD, architecte géomètre (1889)
 - PAPIN (1888)
 - Commune de Mers
 - DOMONT, café du commerce (1891)
 - VASSEUR, cordonnier (1887)
 - CARBUS, menuisier (1888)
 - GAUTRUCHE, propriétaire (1888)
 - GUETTÉ, propriétaire (1889)
 - VASSEUR Domic, rentier (1889)
 - MATHIEU, propriétaire (1888)
 - DECROIX, propriétaire (1890)
 - HAUTRECHY, propriétaire (1888)
 - THOMAS, architecte (1888)
 - BRUNET, directeur du casino (1889)
 - BUZEAUX, cantonnier (1890)
 - BIBET, propriétaire (1889)
 - SAC EPÉE, chaudronnier (1889)
 - LECLERCQ, décorateur (1890)
 - DEPOILLY, débitant (1890)
 - PION, manouvrier (1890)
 - LEBOEUF, propriétaire (1888)
 - PÉROT, propriétaire (1889)
 - BUZEAUX, marin côtier (1890)
 - LANTEIGNE, propriétaire (1890)
 - LEGRAND, maître d'hôtel (1889)
 - DAVID, jardinier (1888)
 - DUPONT, ex-entrepreneur (1890)
 - POLLET, propriétaire (1889)
 - SANO, propriétaire (1888)
 - BOCQUET, marin côtier (1889)
- 117 Affaire PERRET (1888)
- 118 Affaire DELOISON, marchand (1888)
- 119 Affaire LETUVE, tourbier (1888-1889)
- 120 Affaire PERRET, ancien directeur du casino et cafetier (1888-1889)
- 121 Affaire COULOMBEL, marchand boulanger (1889-1897)
- 122 Affaire RACINE, entrepreneur de battage (1889-1900)
- 123 Affaire GAUDRY-GAUTIER, négociant (1889-1907)
- 124 Affaire GRANDSIRE (1890)
- 125 Affaire FERTE (1890)
- 126 Affaire SECLET, ferblantier (1890-1891)
- 127 Affaire ROSSIGNY, chapelier (1891)
- 128 Affaire FOURDRIN, serrurier et cafetier (1891-1892)

- 129 Affaire DELABIE, négociant, fondeur en cuivre (1891-1910)
- 130 Affaire DESGARDIN, marchand de grain et cafetier (1892)
- 131 Affaire LAMARRE, louager (1892)
- 132 Affaire GODIN, pharmacien (1892-1893)
- 133 Affaire TELLIER, commerçant (1893)
- 134 Affaire SENET, commerçant (1893-1894)
- 135 Affaire PIOCHEL, marchand d'articles de ménage (1894)
- 136 Affaire LEGRAS (1884)
- 137 Affaire CUVELARD, brasseur (1894-1897)
- 138 Affaire SOCIETE DES GAZ ET EAUX (1894-1923)
- 139 Affaire CHEVALIER, épicier serrurier (1895)
- 140 Affaire DHOQUOIS, boulanger (1895)
- 141 Affaire HONNOREZ, maître d'hôtel (1895)
- 142 Affaire OUIN, cafetier (1895)
- 143 Affaire WARNIER, cafetier briquetier (1895)
- 144 Affaire CLERE-DERLOCHE, maître d'hôtel contre VUE-BON, mareyeur (1885-1886)
- 145 Affaire SENET, articles de mer (1895-1897)
- 146 Affaire VANDERHEYDE, marchand brasseur (1895-1897)
- 147 Affaire PINCHON, entrepreneur (1895-1907)
- 148 Affaire DUPONCHELLE, cafetier-serrurier (1895-1911)
- 149 Affaire ANQUIER-WINCKLER, ancienne débitante (1895-1912)
- 150 Affaire BARBET, menuisier (1896)
- 151 Affaire COMAS, épicier (1896)
- 152 Affaire DEFACQUE-WATRE, horloger (1896)
- 153 Affaire DUCHAUSSOY, quincaillerie droguerie (1896)
- 154 Affaire DUCHAUSSOY-SABRAS, droguiste (1896)
- 155 Affaire FROMENT, marchand boucher (1896)
- 156 Affaire LAFFILLE, boulanger (1896)
- 157 Affaire CORMON-BAILLEUL, commerçante (1896-1909)

- 158 Affaire GOSSE-MOTTE, commerçant épicier (1896-1911)
- 159 Affaire BELLENGER, papeterie mercerie (1897)
- 160 Affaire RINGOT, meunier (1897)
- 161 Affaire PERDU-DIEU, restaurateur (1897-1901)
- 162 Affaire BADETS, restaurateur (1898)
- 163 Affaire DEGUERVILLE, marchand bonnetier (1898)
- 164 Affaire LECAT-BOURGEOIS, épicier restaurateur (1898)
- 165 Affaire LECLERCQ-QUEVAL, boucher (1898)
- 166 Affaire LEFEBVRE, horloger (1898)
- 167 Affaire TOURNEROUCHE, marchand boucher (1898)
- 168 Affaire JOLY-MARTAINNEVILLE, commerçant (1898-1912)
- 169 Affaire BECQUET-LEROY, cafetier (1899)
- 170 Affaire DUBUS-PERSILLE, charcutier débit de boissons (1899)
- 171 Affaire GRANDSIRE-BOST, cafetier (1899)
- 172 Affaire HAUDIQUET-AMOURETTE, mercerie (1899)
- 173 Affaire RADE-AVISSE, marchand de chaussures (1899)
- 174 Affaire MAINE, maréchal-ferrant (1899-1902)
- 175 Affaire DELABIE, fabricant de cuivre (1899-1907)
- 176 Affaire DESCAMPS-TELLIER, marchand de chaussures (1900)
- 177 Affaire FICHEUX, tailleur (1900)
- 178 Affaire MACQUAIRE, débitante (1900)
- 179 Affaire POIDEVIN, négociant bintelotier articles de mer (1900)
- 180 Affaire LECOURTOIS, entrepreneur (1900-1901)
- 181 Affaire PERDRIX-FOURNIER, charcutier (1900-1902)
- 182 Affaire RABY, maître couvreur (1900-1902)
- 183 Affaire DEPOILLY-DAMERVAL, fabricant de limes (1900-1904)
- 184 Affaire LEROUX, débitant (1900-1905)
- 185 Affaire LECUT, marchand de pommes (1900-1922)
- 186 Affaire DELABIE-GRANDSIRE, fondeur en cuivre (1901)
- 187 Affaire GAMBUT, restaurateur (1901)

- 188 Affaire LAMBERT-DUPONCHEL, bourrelier (1901)
- 189 Affaire DUPUIS, marchand boucher (1901-1902)
- 190 Affaire SENEL-JOLLY, épicier (1901-1902)
- 191 Affaire BEAULIEU, restaurateur (1901-1913)
- 192 Affaire BAMIERE, boulanger (1902)
- 193 Affaire CHEVAILLER, maître d'hôtel (1902)
- 194 Affaire LECOMTE, boulanger (1902)
- 195 Affaire MAISON, armurier/marchand de cycles (1902)
- 196 Affaire MASSE, marchand boulanger (1902)
- 197 Affaire MELLIER, marchand épicier (1902)
- 198 Affaire PETIT, marchand coutelier et rémouleur (1902)
- 199 Affaire SELLIER, marchand épicier (1902)
- 200 Affaire CAUDRELIER, marchand de produits alimentaires (1902-1903)
- 201 Affaire TABARY, épicier (1902-1903)
- 202 Affaire LEFEVRE, entrepreneur de constructions (1902-1906)
- 203 Affaire VILFROY, hôtelier (1902-1908)
- 204 Affaire TRIPLET-SAVREUX, négociant (1902-1909)
- 205 Affaire BLONDEL, boulanger (1902-1924)
- 206 Affaire BARBIER, menuisier (1903)
- 207 Affaire BROCARD, négociant (1903)
- 208 Affaire LIEVRAIN, ferblantier (1903)
- 209 Affaire MAISON, chaudiériste (1903)
- 210 Affaire ALLUARD, aubergiste (1903-1908)
- 211 Affaire CARON, marchand de charbons (1903-1914)
- 212 Affaire BERNARD, négociant en charbons et fourrages (1903-1919)
- 213 Affaire LEFEBVRE, hôtelier et marchand (1903-1919)
- 214 Affaire BAILLIOU, marchand de nouveautés (1904)
- 215 Affaire BEAURAIN-FERRAND, bourrelier (1904)
- 216 Affaire BOIGNARD, marchand boucher (1904)

- 217 Affaire CARON, débitant (1904)
- 218 Affaire ETROY, tourneur sur métaux (1904)
- 219 Affaire EVRARD, négociant (1904)
- 220 Affaire MOUSSEAUX, débitant et receveur ruraliste (1904)
- 221 Affaire MOY, forgeron (1904)
- 222 Affaire DECAYEUX, marchand (1904-1905)
- 223 Affaire LOUCHEL, tourneur ajusteur sur métaux (1904-1905)
- 224 Affaire MONORY, épicière (1904-1905)
- 225 Affaire GEST, serrurier (1904-1906)
- 226 Affaire Compagnie des Chemins de fer industriels et balnéaires de la Somme (1904-1907)
- 227 Affaire BACHELIER, marchand bonnetier (1905)
- 228 Affaire MARCHAND, marchande de faïences (1905)
- 229 Affaire RACINE, épicier débitant (1905)
- 230 Affaire BERNET Fils, ferblantier et zingueur (1905-1907)
- 231 Affaire LECOURTOIS, entrepreneur (1905-1907)
- 232 Affaire MOUSSEAUX, débitant de boissons (1905-1907)
- 233 Affaire THOMIERES, maître d'hôtel (1905-1907)
- 234 Affaire CHEMINEL, cafetier (1905-1908)
- 235 Affaire HURTEL, marchand boulanger (1905-1921)
- 236 Affaire CHEMINEL-VILFROY, cafetier (1906)
- 237 Affaire JOLLY-MARTAINNEVILLE, commerçant (1906)
- 238 Affaire GEST, boulanger et débitant (1906-1907)
- 239 Affaire LEMOINE, commerçant (1906-1907)
- 240 Affaire DERAMBURE, débitant (1906-1908)
- 241 Affaire LANNEL-BLED, charcutier boucher (1907)
- 242 Affaire BOCQUET-FRESSIER, épicier (1907-1908)
- 243 Affaire DORION, restaurateur (1907-1908)
- 244 Affaire PENEL-HEBERT, négociant engrais (1907-1908)
- 245 Affaire LELEU, naturaliste (1907-1910)

- 246 Affaire DROUIN Fils, marchand de vins (1907-1910)
- 247 Affaire MOREL, couturière (1907-1911)
- 248 Affaire BELLETTRE VANIER, marchande de mercerie (1907-1919)
- 249 Affaire BIDAULT, épicier (1908)
- 250 Affaire DERAMBURE-PLOUARD, boulanger (1908)
- 251 Affaire FAUCHEZ, peintre (1908)
- 252 Affaire LEDRAN, fabricant de cidre (1908)
- 253 Affaire SALLE-GUERIN, marchand d'articles de Paris (1908)
- 254 Affaire TIRARD marchand de meubles (1908)
- 255 Affaire DUPONT, entrepreneur (1908-1910)
- 256 Affaire TIBERGHEIN, hôtelier (1908-1910)
- 257 Affaire CARPENTIER, marchand tailleur (1908-1911)
- 258 Affaire FAUX, hôtelier (1908-1913)
- 259 Affaire ANSELMET et SERNIN, hôteliers (1909)
- 260 Affaire GRANDSERT Fils épicier (1909)
- 261 Affaire PETIT GOSSET commerçante (1909)
- 262 Affaire PETIT-ROUSSEL commerçant (1909)
- 263 Affaire GRANDSERT Père, épicier (1909-1910)
- 264 Affaire MURRIS, épicier et débitant de boissons (1909-1910)
- 265 Affaire NOGUES, hôtelier cafetier (1909-1910)
- 266 Affaire FORESTIER, marchand de moutons (1909-1911)
- 267 Affaire BILLORE, maréchal ferrant (1909-1912)
- 268 Affaire VILLARET, commerçant (1909-1912)
- 269 Affaire BARBIER-LELEU, charcutier et débitant (1909-1914)
- 270 Affaire VOIRON–NOREVAL, hôtelier (1909-1919)
- 271 Affaire CARON–HOLLEVILLE, boulanger (1909-1923)
- 272 Affaire DEGUERVILLE, marchand de charbon (1910-1911)
- 273 Affaire DELAFOSSE, entrepreneur (1910-1911)
- 274 Affaire PETIT–EMILE, tailleur et marchand (1910-1911)
- 275 Affaire DELAPLASSETTE, plombier (1910-1912)

- 276 Affaire DEANDRE et Cie, casino de Mers (1910-1913)
- 277 Affaire MAUPIN- BOULANGER, jardinier (1910-1913)
- 278 Affaire POULAIN, fondeur de cuivre (1910-1917)
- 279 Affaire CORNU, modiste (1911)
- 280 Affaire BRANLANT–BLONDIN, débitant (1911-1913)
- 281 Affaire CARRE–DEGUERVILLE, boulanger (1911-1913)
- 282 Affaire COSSET, hôtelier (1911-1913)
- 283 Affaire DROUIN Fils, marchand de vins (1911-1913)
- 284 Affaire LEUILER–BOYARD, entrepreneur de maçonnerie (1911-1913)
- 285 Affaire RODIER, négociant en vins et eaux (1911-1913)
- 286 Affaire SEGARD, épicier (1911-1913)
- 287 Affaire BAYART, maréchal ferrant (1912)
- 288 Affaire LECLERQ–LELEU, débitant (1912)
- 289 Affaire AVISSE, marchand de charbon (1912- 1913)
- 290 Affaire LAMY-BOCHE, chauxfournier et débitant (1912-1913)
- 291 Affaire TELLIER-PECQUET, débitant de boissons (1912-1913)
- 292 Affaire TUTOIS, charcutier (1912-1913)
- 293 Affaire POIDEVIN, épicier (1912-1915)
- 294 Affaire DOVIN, épicier (1912-1916)
- 295 Affaire PRESTAUT, entrepreneur (1912-1916)
- 296 Affaire ROUCHER Fils, industriel (1912-1918)
- 297 Affaire DORE, directeur du casino de Mers (1913)
- 298 Affaire DUVAUCHELLE, épicier (1913)
- 299 Affaire HOUYOUS, marchand forain (1913)
- 300 Affaire MOYSEN, directeur du casino de Mers (1913-1914)
- 301 Affaire LEFEBRE, entrepreneur de construction (1913-1915)
- 302 Affaire BARBIER, menuisier (1913-1920)
- 303 Affaire EGLET, fabricant de cuivrierie (1913-1920)
- 304 Affaire MOREL, fondeur de cuivre (1913-1920)

- 305 Affaire BOULANGER, entrepreneur (1913-1928)
- 306 Affaire BOVIN-HOLLEVILLE, cafetier (1914-1919)
- 307 Affaire HAAS-PLAISANT, boulanger (1914-1919)
- 308 Affaire LUQUET, épicier, débitant et entrepreneur (1914-1919)
- 309 Affaire FRERE, boulanger (1914-1923)
- 310 Affaire QUENTIN, fondeur (1917-1925)
- 311 Affaire Vve MACLART-PARADIS, cafetier (1918-1919)
- 312 Affaire FROMENTIN, entrepreneur (1919)
- 313 Affaire RIQUIER-FOURNIER, épicier (1919)
- 314 Affaire CORROY TERNISIEN, charron (1919-1920)
- 315 Affaire OBEL, briquetier (1919-1921)
- 316 Affaire PAILLARES, industriel (1919-1924)
- 317 Affaire LEROUX, boulanger (1920-1921)
- 318 Affaire PLIVARD, directeur de la laiterie Valéricaine (1920-1921)
- 319 Affaire DEPOILLY-PECQUERY, commerçant (1920-1923)
- 320 Affaire MELFI, entrepreneur de cinéma (1920-1924)
- 321 Affaire LEROUX, épicier (1921)
- 322 Affaire PLENNING, mécanicien (1921-1926)
- 323 Affaire LEPHAY-GIROUX, hôtelier (1921-1928)
- 324 Affaire CONSEIL, transport et extraction de sables (1922-1923)
- 325 Affaire FOUQUEMBERG, débitant de boissons (1922-1924)
- 326 Affaire RIBIERE et PERIGNON, fondeur et cinématographe (1922-1924)
- 327 Affaire GRUMELART, briquetier (1922-1927)
- 328 Affaire BOST-TRIPLET, entrepreneur cinématographique (1922-1929)
- 329 Affaire DESENCLOS, entrepreneur de maçonnerie (1922-1935)
- 330 Affaire RICHARD, hôtelier (1922-1935)
- 331 Affaire Société CARON et ANQUIER, fabrique de cuivrierie (1922-1944)
- 332 Affaire LEGRAND, marchand de cycles (1923)
- 333 Affaire FLAMENT, entrepreneur (1923-1924)

- 334 Affaire PERROTTE, pharmacien (1923-1924)
- 335 Affaire VAUDET, cordonnier bottier (1923-1928)
- 336 Affaire PROVOYEUR, exploitant du Casino du Bois de Cise (1923-1933)
- 337 Affaire VOTAT, tapissier (1924-1925)
- 338 Affaire DERAMBURES, épicier et entrepreneur (1924-1926)
- 339 Affaire TETU, fondeur (1924-1928)
- 340 Affaire CALIPPE, boulanger (1925)
- 341 Affaire MALLET, charron (1925)
- 342 Affaire MERCER, garagiste (1925)
- 343 Affaire WELBY-CODRON, fabricant de limes (1925)
- 344 Affaire BAILLET, marchand de cycles (1925-1926)
- 345 Affaire VASSEUR, fondeur (1925-1926)
- 346 Affaire DELIGNY, bonnetier et mercier (1925-1927)
- 347 Affaire PION, fabricant d'eaux gazeuses (1925-1928)
- 348 Affaire ROUGET, fabricant de bonneterie (1925-1928)
- 349 Affaire JACQUELIN et C^{ie}, taillage de limes (1925-1934)
- 350 Affaire BUISINE, pharmacien (1926-1927)
- 351 Affaire DEFACQUE, épicier (1926-1927)
- 352 Affaire GAUDRY, menuisier (1926-1927)
- 353 Affaire PIAZZA, entrepreneur de maçonnerie (1926-1927)
- 354 Affaire BRECQUEVILLE (1926-1928)
- 355 Affaire DEGLICOURT, fondeur de cuivre (1926-1932)
- 356 Affaire CAILLET, fondeur de cuivre (1927)
- 357 Affaire DEMACHY, gérant de boucherie (1927)
- 358 Affaire GERARD, marchand de boissons (1927-1929)
- 359 Affaire L'AVENIR, coopérative ouvrière (1927-1929)
- 360 Affaire LECAT-PILON, épicier (1927-1929)
- 361 Affaire FLEURY-ROCCO, épicière et débitante (1928)
- 362 Affaire LECOQ, commerçant en primeurs (1928)

- 363 Affaire PEUCHS, négociant en fromage (1928)
- 364 Affaire DERAMBURES-MARCHAND, quincaillier (1928-1929)
- 365 Affaire NEUMANN, directeur hôtel casino (1928-1929)
- 366 Affaire MALOIGNE, tissus (1928-1930)
- 367 Affaire DEROUAULT, hôtelier (1928-1931)
- 368 Affaire RENNESSON, ébéniste (1928-1934)
- 369 Affaire HUS, garagiste (1928-1935)
- 370 Affaire LAMBERT, modiste (1929)
- 371 Affaire BOULANGER, cafetier (1929-1930)
- 372 Affaire PAILHOU, commerçant en primeurs (1929-1930)
- 373 Affaire SIMON, entrepreneur (1929-1930)
- 374 Affaire HECQUET-LETOCART, charcutier (1929-1931)
- 375 Affaire LEROY-SAGOT, chasseur (1929-1933)
- 376 Affaire DUVAUCHELLE, boulanger (1930)
- 377 Affaire Veuve GEST, cycles et serrureries (1930)
- 378 Affaire SAGEOT, commerçante (1930)
- 379 Affaire GUICHART, peintre (1930-1931)
- 380 Affaire SCACHE, entrepreneur de maçonnerie (1930-1931)
- 381 Affaire VILLIN, épicier (1930-1931)
- 382 Affaire GANDON, marchand de grain (1930-1933)
- 383 Affaire JOURNEL, fondeur (1930-1933)
- 384 Affaire NORTIER, débitant, épicier (1930-1936)
- 385 Affaire MAUGUIERE, entrepreneur (1930-1938)
- 386 Affaire DESENCLOS, fondeur (1931-1932)
- 387 Affaire DUVAL, électricien (1931-1932)
- 388 Affaire GALAND, charcutier (1931-1932)
- 389 Affaire LEUILLIER, débitant (1931-1932)
- 390 Affaire OUIN, industriel (1931-1932)
- 391 Affaire BOUTTE, marchand de bois (1931-1933)
- 392 Affaire DENIBAS, industriel (1931-1933)

- 393 Affaire GAMBIER, commerçant (1931-1933)
- 394 Affaire MERLOT, électricien (1931-1933)
- 395 Affaire Société BABILLOT articles de mer (1931-1934)
- 396 Affaire BRUNET, entrepreneur de menuiserie (1931-1934)
- 397 Affaire TIENNOT, entrepreneur de menuiserie (1931-1934)
- 398 Affaire GEST, boulanger (1931-1936)
- 399 Affaire GODART, entrepreneur (1931-1936)
- 400 Affaire VERMONT (1931-1937)
- 401 Affaire WOELFFEL, industriel (1931-1937)
- 402 Affaire SOCIETE PICARDE DE METALLURGIE (1931-1938)
- 403 Affaire LEFORT, marchand de chaussures (1931-1942)
- 404 Affaire GODARD (1931-1944)
- 405 Affaire BOUTON, cycles (1932)
- 406 Affaire ALLOT, industriel (1932-1933)
- 407 Affaire DOUMEN, hôtelier (1932-1933)
- 408 Affaire LEDUCQ, boulanger (1932-1933)
- 409 Affaire MATOUILLOT, hôtel casino (1932-1933)
- 410 Affaire NORTIER, fondeur en cuivre (1932-1934)
- 411 Affaire Etablissement DIMPRES, fonderie de cuivre (1932-1940)
- 412 Affaire BOCQUET, constructeur de bateaux (1932-1942)
- 413 Affaire QUENNCHENT, fondeur (1932-1944)
- 414 Affaire DOUVILLE, commerçant (1933)
- 415 Affaire FISSIER, commerçant (1933)
- 416 Affaire FROMENTIN, charcutier (1933)
- 417 Affaire LAPIERRE, entrepreneur de peintures (1933)
- 418 Affaire MARGUET, épicier (1933)
- 419 Affaire DAUBRESSE, commerçant (1933-1934)
- 420 Affaire LECOQ DELOISON, constructeur de bateaux (1933-1934)
- 421 Affaire POULAIN, entrepreneur de peinture (1933-1934)

- 422 Affaire VERHULST, "modes" (1933-1934)
- 423 Affaire CARDON, garagiste (1933-1935)
- 424 Affaire DUQUENNOY Fils, fonderie de bronze (1933-1935)
- 425 Affaire MAISON, transports (1933-1935)
- 426 Affaire OUIN, café épicerie (1933-1935)
- 427 Affaire DERAMBURE, industriel (1933-1936)
- 428 Affaire Société AUZOUX-POINTFER, cuivrierie (1933-1937)
- 429 Affaire HEDIN, marchand de charbon (1933-1938)
- 430 Affaire LELONG, entrepreneur de transports (1933-1938)
- 431 Affaire CARON, bouchers (1933-1940)
- 432 Affaire GRUEL, cafetier (1934)
- 433 Affaire NAPOLI, directeur du casino municipal de Ault (1934)
- 434 Affaire BOIDOT, pâtissier (1934-1935)
- 435 Affaire BROQUET-CHOQUET, café restaurant (1934-1935)
- 436 Affaire CHAPELET, industriel (1934-1935)
- 437 Affaire MAISON, maître bottier (1934-1935)
- 438 Affaire MORELLE, pension de famille (1934-1935)
- 439 Affaire OPAIX, épicier (1934-1935)
- 440 Affaire PAGNOUX, alimentation (1934-1935)
- 441 Affaire BOCHE, hôtelier restaurateur (1934-1936)
- 442 Affaire DEGREMONT, électricien (1934-1936)
- 443 Affaire DUCORROY, industriel (1934-1936)
- 444 Affaire FOURNIER, mécanicien (1934-1936)
- 445 Affaire OURSEYRE, entrepreneur de transports (1934-1936)
- 446 Affaire BONNARD, débitant (1934-1937)
- 447 Affaire DAMAZAT, bonneterie (1934-1937)
- 448 Affaire Société SAVARY et CHRETIEN, marchands de charbon (1934-1939)
- 449 Affaire PION, marchand de bois (1934-1942)
- 450 Affaire ANES, garagiste (1935)

- 451 Affaire HENRY, électricien (1935)
- 452 Affaire LAMIDEL, patron pêcheur (1935)
- 453 Affaire MUSART, marchand de charbon (1935)
- 454 Affaire AMADEI, épicier (1935-1936)
- 455 Affaire DUJARDIN, épicier cafetier (1935-1936)
- 456 Affaire MAYODON, marchand de poisson (1935-1936)
- 457 Affaire RICHE, marchand de poisson (1935-1936)
- 458 Affaire LACOMME, marchand forain (1935-1937)
- 459 Affaire LEMAIRE, boulanger (1935-1937)
- 460 Affaire MASCLEF, exploitant de carrière (1935-1938)
- 461 Affaire MEURICE, épicier (1935-1942)
- 462 Affaire COURQUIN (1935-1944)
- 463 Affaire MOREAU, industriel (1935-1949)
- 464 Affaire GODART, entrepreneur (1935-1951)
- 465 Affaire BAILLIVET, pension de famille (1936)
- 466 Affaire MACHY, charron et cafetier (1936)
- 467 Affaire BERQUER, débitant (1936-1937)
- 468 Affaire FEVAL, restaurant (1936-1937)
- 469 Affaire NOYON, cafetier (1936-1937)
- 470 Affaire THIEUX, casino municipal de Saint-Valery-sur-Somme (1936-1937)
- 471 Affaire DEPOILLY, tailleur de limes (1936-1938)
- 472 Affaire DUNEUFGERMAIN, boucher (1936-1938)
- 473 Affaire LECOMBE, entrepreneur de maçonnerie (1936-1940)
- 474 Affaire ANGLOT, négociant en charbon (1936-1941)
- 475 Affaire LENGLET, transports (1936-1944)
- 476 Affaire LEBEUF-MARQUANT, commerçant (1937)
- 477 Affaire VILLAIN, hôtelier (1937)
- 478 Affaire BOYAVAL, minotier (1937-1938)
- 479 Affaire ETROIT-GERARD, débitant (1937-1938)

- 480 Affaire LOUF, industriel (1937-1939)
- 481 Affaire GAMBIER, industriel (1937-1941)
- 482 Affaire LEPURIER-VATBLED, modiste (1937-1941)
- 483 Affaire BERNARD, industriel (1938)
- 484 Affaire RENIAME, maréchal ferrant (1938)
- 485 Affaire LAMIDEL, pêcheur armateur (1938)
- 486 Affaire LEVRAY, épicier (1938)
- 487 Affaire BEAURAIN, boulanger (1938-1939)
- 488 Affaire DELOISON, débitant épicier (1938-1941)
- 489 Affaire MOREL, épicier (1938-1947)
- 490 Affaire LANGLAIS, coiffeur électricien (1939)
- 491 Affaire LATTEUX, charcutière (1939)
- 492 Affaire DAGRON, cafetier hôtelier (1939-1940)
- 493 Affaire DUCRET et Cie (1939-1941)
- 494 Faillites : état nominatif (1926-1942)

6U3_495-496 Archives de sociétés liquidées.

1839-1948

495/1*-
495/10* Livres comptables

- 495/1* 1839-1848
- 495/2* 1846-1848
- 495/3* 1856-1861
- 495/4* 1858-1864
- 495/5* 1869-1875
- 495/6* 1871-1873
- 495/7* 1872-1874, [DUPONT, CLARY, L'ECUREUIL]
- 495/8* 1880-1883, [AVISSE]
- 495/9* 1881-1882
- 495/10* 1883-1887

496/1*-496/2* Société "Comptoirs des galets de la Manche" (1934-1948)

- 496/1* Procès-verbaux des assemblées générales.
- 496/2* Procès-verbaux du conseil d'administration.

6U3_497 Comptes-rendus annuels de l'administration de la justice en matière commerciale.

1850-1929

498/1	An III-an IV
498/2	1812-1815
498/3	1840-1860
498/4	1861-1866
498/5	1867-1873 [1870 lacunaire]
498/6	1874-1878
498/7	1850-1869 [Prestations de serments d'experts]
498/8	1875-1885 [Demandes d'assignation, d'assemblées des créanciers, d'ordonnances pour l'état d'unions ou de concordats, d'ordonnances fixant la vérification des créances, de jugements de faillites, d'affiches de jugements de faillites]

AFFAIRES MARITIMES

6U3_499 Rapports d'experts : procès-verbaux.

1813-1939

499/1	1813-1817
499/2	1814-1869
499/3	1818-1820
499/4	1821-1829
499/5	1830-1836
499/6	1845-1882
499/7	1871-1880
499/8	1880-1890
499/9	1891-1900
499/10	1901-1910
499/11	1911-1920
499/12	1921-1933
499/13	1864, 4 juillet [Dossier concernant le navire «Jeune Mélanie»]
499/14	1918-1939 [Prestations de serments]

6U3_500* Rapports de mer des capitaines de navires.

1813-1939

500/1*	1813, 8 janvier - 1815, 14 février
500/2	1814
500/3*	1814-1816
500/4	1817-1820
500/5*	1821, 5 février - 1830, 15 septembre
500/6*	1830, 6 septembre - 1839, 12 juin
500/7*	1856, 1er mars - 1861, avril
500/8*	1861, 29 mai - 1872, 27 mars
500/9*	1872, 2 avril - 1880, 18 octobre
500/10*	1880, 20 octobre - 1895, 12 avril
500/11*	1898, 15 novembre - 1939, 27 juillet

6U3_501 Pièces à l'appui d'expertises : rapports en minutes, prestations de serments, ordonnances de nominations d'experts, procès-verbaux de ventes.

An XIII-1820

501/1	An XIII-1807
501/2	1807-1808
501/3	1809-1810
501/4	1811-1812
501/5	1813
501/6	1814
501/7	1815
501/8	1818
501/9	1820

6U3_502 Avaries de navires, règlement : dépositions des capitaines des navires, procès-verbaux de règlement et répartition d'avaries des navires.

1814-1871

502/1	1814-1819
502/2	1820-1830
502/3	1832-1839
502/4	1841-1842
502/5	1843-1845
502/6	1846-1849
502/7	1850-1854
502/8	1851-1853
502/9	1855-1864
502/10	1864, 5 novembre [Récit du capitaine Corfinat, navire « Lélie » de Saint-Valery-sur-Somme]
502/11	1865-1871

6U3_503 Procès-verbaux de visites de navires.

1812-1888

503/1-503/3 Visites de navires au grand cabotage.

503/1	1812-1830
503/2	1831-1869
503/3	1871-1888

503/4-503/8 Visites de navires au petit cabotage et au bornage.

503/4	1830, 30 août - 1839, 26 mars
503/5	1839-1863
503/6	1852-1863
503/7	1864-1889
503/8	1890-1900

6U3_504 Ventes de marchandises à Saint-Valery-sur-Somme.

1844-1866

6U3_505 Correspondance.

An II-anXI

- 505/1 Lettres du commissaire de navire de Saint-Valery-sur-Somme (An II - an X)
- 505/2 Instructions du Ministère de la Justice (An IV-an XI)

6U3_506 Courtage maritime.

1848-1945

- 506/1 Marine marchande ; visites de navires : procès-verbaux (1848-1912)
- 506/2 Courtiers maritimes : nominations, prestations de serment, déclarations de cessation de fonctions (1866-1939)
- 506/3 Assemblée commerciale, organisation du pilotage et tarifs des droits de courtage maritime, règlements et arrêtés : dossiers annuels (1925-1928)
- 506/4 Crédit maritime mutuel, caisse locale de Saint-Valery-sur-Somme (1931-1939)
- 506/5-506/6 Dossiers marine marchande : francisations, ventes et affirmations de propriétés, privilèges maritimes (1927-1945)
 - 506/5 1927-1943
 - 506/6 1936-1945

LEXIQUE

Acte de société

Code du commerce, art. 42 ; L. 24/07/1867, art. 55 à 57 ; D.L. 30/10/1935

Le Code du commerce prescrit le dépôt d'un extrait des actes de sociétés qui doit être affiché à l'auditoire du tribunal. La loi de 1867 prévoit désormais que le double de l'acte constitutif de toute société commerciale doit être déposé en entier aux greffes des tribunaux de commerce et des justices de paix. Ce dépôt qui concerne également des actes modificatifs ultérieurs de la société, n'est plus prescrit au greffe des justices de paix après 1935.

Administrateur judiciaire

Auxiliaire de justice désigné par une juridiction commerciale et chargé d'administrer et de gérer une société commerciale ou industrielle en difficulté et placée sous la surveillance du tribunal.

Audience

Séance au cours de laquelle une juridiction prend connaissance des prétentions des parties, instruit le procès et entend les personnes qui y participent (les parties, les témoins, le procureur, les avocats, etc.). La décision peut être rendue à l'audience ou ultérieurement. Une audience peut être tenue exceptionnellement à huis clos (en dehors de la présence du public).

Dépôt (acte de)

L. 22 frimaire An VII, art. 43 ; D. 12/07/1808, art. 2

Le greffier d'un tribunal doit rédiger un acte de dépôt de toutes les pièces déposées au greffe. Le registre des dépôts recense les actes déposés à titre perpétuel au greffe, tels les rapports d'experts, états des inscriptions hypothécaires prises sur les immeubles saisis, sentences arbitrales, copies collationnées pour la purge des hypothèques légales, les répertoires de notaires, signatures et paraphe de notaires, empreintes de marteaux, cahiers des charges. Sont inscrits au même titre les dépôts d'extraits de jugements de séparation de biens, de faillite, d'interdiction ou les extraits de contrats de mariage des commerçants, etc.

Il existe également des dépôts momentanés : pièces à fin de communication, dont l'écriture est à vérifier, pièces de comparaison, dépôt de bilan, etc. Il y a souvent des registres spécifiques à tels ou tels types d'actes.

Dessins et modèles

L. 18/03/1806, art. 14 à 19 ; O. 17/08/1825 ; L. 14/07/1909, art. 5.

Tout fabricant qui veut revendiquer devant le Tribunal de commerce la propriété d'un dessin ou modèle de son invention est tenu d'en déposer un spécimen ou une représentation, avec une légende explicative, aux archives du Conseil de prud'hommes (à défaut : Tribunal de commerce). La déclaration est transcrite sur un registre et le spécimen est contenu dans une boîte scellée. Si le déposant requiert la publicité du dépôt la boîte est adressée à l'Office national de la propriété industrielle qui fait reproduire par photographie un exemplaire du modèle (loi de 1909).

Election consulaire

C. 05/01/1872 ; C. 07/02/1877 ; L. 08/12/1883 ; C. 13/02/1884.

Les listes électorales et les procès-verbaux de l'élection consulaire sont déposées au greffe du tribunal de commerce et au parquet. Les listes cantonales sont déposées au greffe de la justice de paix et en mairie. Le parquet général fait connaître les résultats de l'élection au ministère jusqu'en 1911. L'institution que les élus devaient, aux termes du décret du 6 octobre 1809, obtenir du chef de l'Etat, sur proposition de la Chancellerie, préalablement à leur prestation de serment, est supprimée en 1871.

Enquête et contre-enquête

Code de procédure civile, art. 34 à 40 (justice de paix), 252 à 294 (matière ordinaire : chambre du conseil), 407 à 413 (matière sommaire : publique), 432 (Tribunal de commerce). L'enquête est une voie d'instruction d'une affaire à l'aide de témoignages en matière civile (en matière criminelle elle prend le nom d'information). Le défendeur exige fréquemment une contre-enquête.

Expert

Technicien qualifié à qui le juge demande de donner son avis sur des faits nécessitant des connaissances techniques et des investigations complexes, pour l'éclairer et lui permettre de rendre sa décision. Il doit être inscrit sur une liste annuelle dressée par la Cour d'appel au niveau régional et par la Cour de cassation au niveau national mais toute personne qualifiée peut exceptionnellement être choisie en dehors de ces listes.

Expertise

Code de procédure civile, art. 302 à 323, 1034 ; Code d'instruction criminelle, art. 43 à 44.

Les experts se prononcent sur des faits qui demandent des connaissances spéciales et donnent leur avis dans un rapport d'expertise. Demandée par l'une des parties ou par le tribunal, l'expertise nécessite un jugement qui ordonne l'expertise. Les experts doivent prêter serment. En matière pénale l'expertise est fréquente pour faire examiner l'état mental d'un prévenu. Le rapport d'expert est une source très riche d'informations sur toutes les questions abordées dans ces rapports, en particulier pour l'histoire des techniques.

Faillite

Code du commerce, art. 437 et suiv. ; L. 28/05/1838 ; L. 17/07/1856 . C. 18/06/1838 ; C. 01/10/1840 . D. 2/03/1880

La faillite est l'état d'un commerçant qui a cessé ses paiements. Elle peut être prononcée d'office, à la requête d'un créancier ou sur déclaration du débiteur. Le commerçant doit en faire la déclaration dans les trois jours au greffe du tribunal de commerce, en y joignant un dépôt de bilan (état certifié du passif et de l'actif, tableau des profits et des pertes, des dépenses). Un jugement déclaratif de la faillite est rendu qui dessaisit le failli de l'administration de tous ses biens et désigne un membre du tribunal pour remplir les fonctions de juge-commissaire chargé de surveiller les opérations de la faillite et nomme en même temps un ou plusieurs syndics provisoires chargés d'administrer les biens de la faillite. Les créanciers sont ensuite appelés à désigner les syndics définitifs qui vont dresser l'inventaire des biens du failli, vendre ceux en voie de déperissement, continuer éventuellement l'exploitation du fonds, recouvrer les créances et valeurs exigibles. Chaque créancier est invité à remettre au greffe ses titres avec un bordereau indiquant les sommes réclamées. La vérification des créances est ensuite faite et chaque créancier est tenu d'affirmer au juge commissaire la sincérité de sa créance. La clôture de la faillite se fait par insuffisance d'actif, concordat ou union des créanciers. Dans le premier cas l'état de faillite

est maintenu et les poursuites individuelles des créanciers sont autorisées. Dans la deuxième hypothèse, un traité (concordat, homologué par le tribunal) voté à la majorité des créanciers replace le failli à la tête de ses affaires, les créanciers lui accordant des délais ou faisant remise d'une partie de sa dette. Le concordat par abandon de tout ou partie de l'actif est autorisé par la loi de 1856. En l'absence d'un concordat, l'union des créanciers aboutit à l'expropriation complète du failli, avec la conversion de ses biens en argent à l'effet de payer les créanciers. La réhabilitation d'un failli peut être prononcée par la Cour d'appel quand toutes les sommes dues (même celles remises par le concordat) ont été payées.

Francisation de navire

L. 27 vendémiaire An II ; L. 09/06/1845, art. 11.

L'acte de francisation est une pièce délivrée par les douanes et qui constate la nationalité du navire. Le propriétaire d'un navire doit affirmer (serment prêté) devant la justice de paix ou un juge du Tribunal de commerce sa propriété. Le procès-verbal de jauge doit être transcrit littéralement dans la déclaration.

Greffe (greffier)

Le greffe est le service composé de fonctionnaires qui assistent les magistrats dans leur mission, authentifient les actes de la procédure et participent à l'accueil du justiciable et au suivi des dossiers. Il est dirigé par un greffier en chef dépositaire des actes de la juridiction qui assure également la responsabilité et le fonctionnement des services administratifs.

Injonction de payer

Procédure rapide permettant à une personne (le créancier) d'obtenir le paiement d'une créance d'un montant déterminé et qui ne paraît pas contestable lorsque le débiteur ne paie pas à l'échéance.

Jugement

Code de procédure civile, art. 116 à 165 ; Code d'instruction criminelle, art. 163 à 164, 195 à 196, 211 ; D. 30/03/1808, art. 36 à 39

Le jugement est une décision judiciaire à l'occasion d'un litige et à la suite d'une instance (procédure de saisie d'un tribunal). On distingue les jugements définitifs (jugeant au fond) qui peuvent être contradictoires (rendus sur les défenses des deux parties) ou par défaut (absence de la partie assignée) et les jugements d'avant faire droit qui laissent en suspens la question de fond et ordonnent une mesure préalable pour faciliter l'instruction de l'affaire.

Le jugement est porté sur la feuille d'audience (papier timbré) signée par le président et le greffier : elle constitue la minute du jugement déposée au greffe. on fait relier en registre les feuilles d'audience de l'année.

Liquidation judiciaire

L. 04/03/1889

Elle diffère de la faillite par la non arrestation du liquidé et une diminution des déchéances le frappant. En l'absence de concordat le tribunal peut maintenir le débiteur en état de liquidation judiciaire pour que l'actif soit complètement réalisé et réparti ou prononcer l'état d'union (faillite prononcée). Des contrôleurs, aux fonctions gratuites, sont adjoints au liquidateur.

Le commerçant doit présenter au tribunal de commerce une requête pour demander le bénéfice de la liquidation judiciaire et y joindre un bilan (actif, passif) avec la liste des créanciers. Le jugement déclaratif nomme un juge commissaire et un liquidateur, le liquidé

n'étant pas dessaisi de ses biens mais ne pouvant agir que sous la contrôle du liquidateur. Les opérations suivantes sont les mêmes que celles de la faillite.

Mandataire liquidateur

Il est chargé, sur mandat du tribunal, de représenter les créanciers lors de la période d'observation. En cas de décision de liquidation judiciaire de l'entreprise ou du commerçant, il procède à la liquidation des biens et répartit les sommes obtenues entre tous les créanciers selon les règles prévues par la loi.

Marque de fabrique

L. des 18/03/1806, 23/06/1857, 26/11/1873 et 03/05/1890 ; O. 17/08/1825 ; D. des 26/07/1858 et 24/02/1859 ; Instruction du 06/09/1858

Signes extérieurs (dénomination, emblème, empreinte, timbre, cachet, vignette, etc.) qu'un fabricant ou commerçant a le droit exclusif d'appliquer sur ses produits ou ses marchandises pour en constater l'identité après avoir déposé au greffe du Tribunal de commerce (avant 1857 à celui du Conseil de prud'hommes) plusieurs exemplaires de la marque représentée par un dessin, une gravure ou une empreinte. Le dépôt des marques étrangères se fait au tribunal de la Seine. Un des exemplaires déposé est envoyé au Conservatoire national des arts et métiers, puis à partir de 1891 au ministère du Commerce (Office national de la propriété industrielle). Le déposant fournit une notice (acte de dépôt), des exemplaires du modèle de la marque (qui s'inscrit dans un cadre ne dépassant pas 10 cm de côté) et depuis 1890 un cliché typographique en métal (n'ayant pas plus de 16 cm de côté).

Notification (de la décision)

Formalité par laquelle un acte extrajudiciaire ou judiciaire ou un jugement est porté à la connaissance des intéressés. Elle peut être effectuée par un huissier de justice (c'est une signification) ou par voie postale.

Ordonnance

Décision prise par un juge unique (ordonnance de référé, de mise en liberté, de non-lieu, etc.).

Plumitif

Code d'instruction criminelle, art. 155 ; C. 01/03/1905

Registre sur lequel le greffier d'un tribunal prend ses notes d'audience pour chaque affaire. Il est recommandé aux greffiers de veiller à la qualité de la rédaction de ces notes d'audience qui sont utilisées en matière d'appel, la Cour entendant rarement une nouvelle fois les témoins. Il arrive parfois, à tort, que le qualificatif de plumitif soit donné au registre constitué par les feuilles d'audience. Quand le plumitif relève de manière complète et lisible les notes d'audience, son intérêt est indéniable pour la connaissance qu'il donne des dépositions des témoins et des dires des parties, à défaut de procédure écrite conservée.

Procédure

Ensemble de formalités à remplir pour agir devant un tribunal, avant, pendant et jusqu'à la fin du procès. On parle de procédure civile devant une juridiction civile et de procédure pénale devant une juridiction pénale.

Rapport de mer

Code du commerce, art. 242 à 245 ; O. 29/10/1833

Le capitaine d'un navire doit, dans les 24 heures de son arrivée, faire un rapport sur les circonstances remarquables de son voyage, les renseignements donnés permettant de préciser éventuellement les responsabilités encourues. Ce rapport –imposé également en cas de relâche ou de naufrage- est fait devant le président du Tribunal de commerce ou à défaut devant le juge de paix du canton qui doit ensuite l'adresser au Tribunal de commerce voisin. A l'étranger, ce rapport de mer est fait devant le consul (ordonnance de 1833).

Registre des métiers

Loi du 27/03/1934 ; D. 14/08/1936 . Arrêté 25/09/1936, modèle B.

Il est constitué sur le modèle du registre du commerce sur la base des déclarations aux fins d'immatriculation et aux fins d'inscription modificative.

Déclarations aux fins d'immatriculation au registre des métiers

Contenu : date de dépôt, numéros du registre chronologique et du registre analytique, identité (nom, prénoms, domicile) du déclarant, nom sous lequel est exercé le métier (surnom et pseudonyme), date et lieu de naissance, nationalité d'origine (le cas échéant mode et date d'acquisition, date d'autorisation de domicile en France, date et lieu de délivrance de la carte d'identité spéciale d'artisan étranger), acte d'émancipation ou autorisation maritale (pour un mineur ou une femme mariée), régime matrimonial, objet du métier, adresses du principal établissement et des succursales en France et à l'étranger, nombre de compagnons et d'apprentis, établissements précédemment exploités, date du commencement d'exploitation du fonds artisanal, brevets d'inventions exploités, marques de fabrique ou de commerce déposées employées.

Déclarations aux fins d'inscription modificative

Elle fait référence aux numéros des registres chronologique et analytique pour l'inscription au registre des métiers de la mention modificative (radiation, transfert de siège, acquisition d'un fonds nouveau...). En cas de radiation, identité du repreneur éventuel et de la date de cession.

Registre du commerce

Loi du 18/03/1919 ; Arrêté 22/03/1920, modèle B.

Le registre du commerce est un instrument de publicité et un moyen de constater officiellement l'existence des commerçants. Les créations de commerces et sociétés (et artisans jusqu'en 1936, date de création du registre des métiers), les modifications les affectant (déplacement de fonds, adjonction d'un commerce nouveau, augmentation ou réduction de capital, changement d'administrateur, acquisition de marques de fabrique) y sont inscrites. Les déclarations des commerçants aux fins d'immatriculation (ou de modification) sont inscrites sur un registre chronologique à souche (récépissé donné au déclarant) et un registre analytique tenus aux greffes de Tribunaux de commerce, et sur un registre central à l'Institut national de la propriété industrielle.

Règlement transactionnel

L. 04/07/1919

La loi de 1919 permet au commerçant qui ne peut faire face à ses difficultés pour cause de guerre de demander à ses créanciers, pour un période de trois ans après le traité de paix, le bénéfice d'un règlement transactionnel qui évite la faillite. A la suite d'une requête adressée au tribunal de commerce (avec le bilan, la liste nominative des créanciers et propositions éventuelles de règlement), celui-ci, après admission de la requête, nomme un administrateur qui procède à l'inventaire détaillé de l'actif, le commerçant continuant ses activités. Chaque créancier produit ses titres, l'administrateur dresse un procès-verbal d'admission des créances et fait un rapport sur ses opérations (situation et propositions du débiteur). Si le

règlement sollicité par le débiteur (concession de délais, réduction de dettes) est accepté par l'assemblée des créanciers, il est homologué par le tribunal. Dans le cas contraire la liquidation ou la faillite peut être prononcée.

Répertoire (de tous les actes et jugements)

L. 22 frimaire An VII, art. 49 à 51 ; L. 13 brumaire An VII, art. 12 ; O. 22/05/1816 ; C. 01/12/1819 . L. 26/01/1892, art. 19.

Les répertoires sont exigés non seulement pour constater l'existence des actes dans les greffes (liée à l'obligation fiscale de l'enregistrement des actes judiciaires) mais également pour en faciliter la recherche. Depuis 1820 il est prescrit deux répertoires pour les tribunaux d'arrondissement : l'un en matière civile, l'autre en matière correctionnelle. Il y a parfois, à partir de 1892, un répertoire spécial pour les actes et procès-verbaux dispensés du droit de timbre et d'enregistrement (notamment en matière de faillites et liquidations judiciaires, accidents de travail, loyers, warrants, etc.).

Rôle

Registre sur lequel sont inscrites toutes les affaires portées devant un tribunal.

Visite de navire

Code du commerce, art. 225 ; O. 01/11/1826 ; D. 24/03/1852, art. 83.

Avant de prendre charge le capitaine doit faire procéder à la visite de son navire à l'effet de s'assurer de sa bonne navigabilité. Le procès-verbal de visite est déposé au greffe du Tribunal de commerce et à celui de la justice de paix. Cette visite qui se faisait en théorie à chaque voyage avant 1881, a lieu depuis deux fois par an. Elle se fait en deux temps : une première visite avant l'armement du navire (pour constater son état et déterminer les réparations), une seconde après l'armement pour vérifier la bonne exécution des travaux. Les rapports de visite des bâtiments pratiquant le seul cabotage sont parfois classés à part.

PIECES EN MAUVAIS ETAT

(cotes en italique dans l'inventaire)

AFFAIRES GENERALES

6U3 13/2 Répertoire des actes du greffe soumis à enregistrement (registres aux actes de dépôts).
1810-1939

6U3 19/1 Correspondance administrative (Ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Marine).
1792-1810

JUGEMENTS

6U3 21/1 à 21/12 Minutes des décisions de juridiction (feuilles d'audiences, rapports).
1792-1862

6U3 22/41 Dossier d'audience.
1932

ORDONNANCES

6U3 26/1 à 26/13 Minutes ou doubles des ordonnances juridictionnelles.
An 10-1848

6U3 26/17 à 26/20 Idem. 1864-1868

6U3 26/26 Idem. 1874

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES ET FAILLITES D'ENTREPRISES PRIVEES

6U3 32/3-32/4 Dossiers.
1848-1886

6U3 48 Idem. 1867

6U3 85 Idem. 1878

6U3 103/4 à 103/6 Idem. 1894

6U3 108/4 Idem. 1889

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES ET FAILLITES D'ENTREPRISES PRIVEES

112/3

Idem. 1886-1909

6U3 130

Idem. 1892

6U3 134

Idem. 1893-1894

6U3 136

Idem. 1884

6U3 145

Idem. 1895-1897

6U3 147

Idem. 1895-1907

6U3 148

Idem. 1895-1911

6U3 177

Idem. 1900

6U3 223

Idem. 1904-1905

6U3 237

Idem. 1906

6U3 467

Idem. 1936-1937

6U3 474

Idem. 1936-1941

6U3 479

Idem. 1937-1938

6U3 483

Idem. 1938

6U3 495/2

Archives d'établissements liquidés : livre comptable anonyme.
1846-1848

6U3 501/1 à 501/9

Rapports de mer.
An 13-1820

6U3 502/9

Registre tenu par le greffier à l'effet d'y transcrire les déclarations d'avaries des capitaines de navires : procès-verbaux de règlements.
1865-1871

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
L'implantation du tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme	3
Le fonds d'archives du tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme.....	4
CONDITIONS DE COMMUNICATION DU FONDS	6
SOURCES COMPLÉMENTAIRES	7
Orientation bibliographique	7
Sources d'archives	10
PLAN DE CLASSEMENT DU FONDS 6 U 3	12
REPERTOIRE NUMERIQUE DETAILLE	13
JUGEMENTS.....	15
Constitution et modification des sociétés : actes par sociétés.....	21
AFFAIRES MARITIMES	51
LEXIQUE.....	54
PIECES EN MAUVAIS ETAT.....	60
TABLE DES MATIERES.....	61